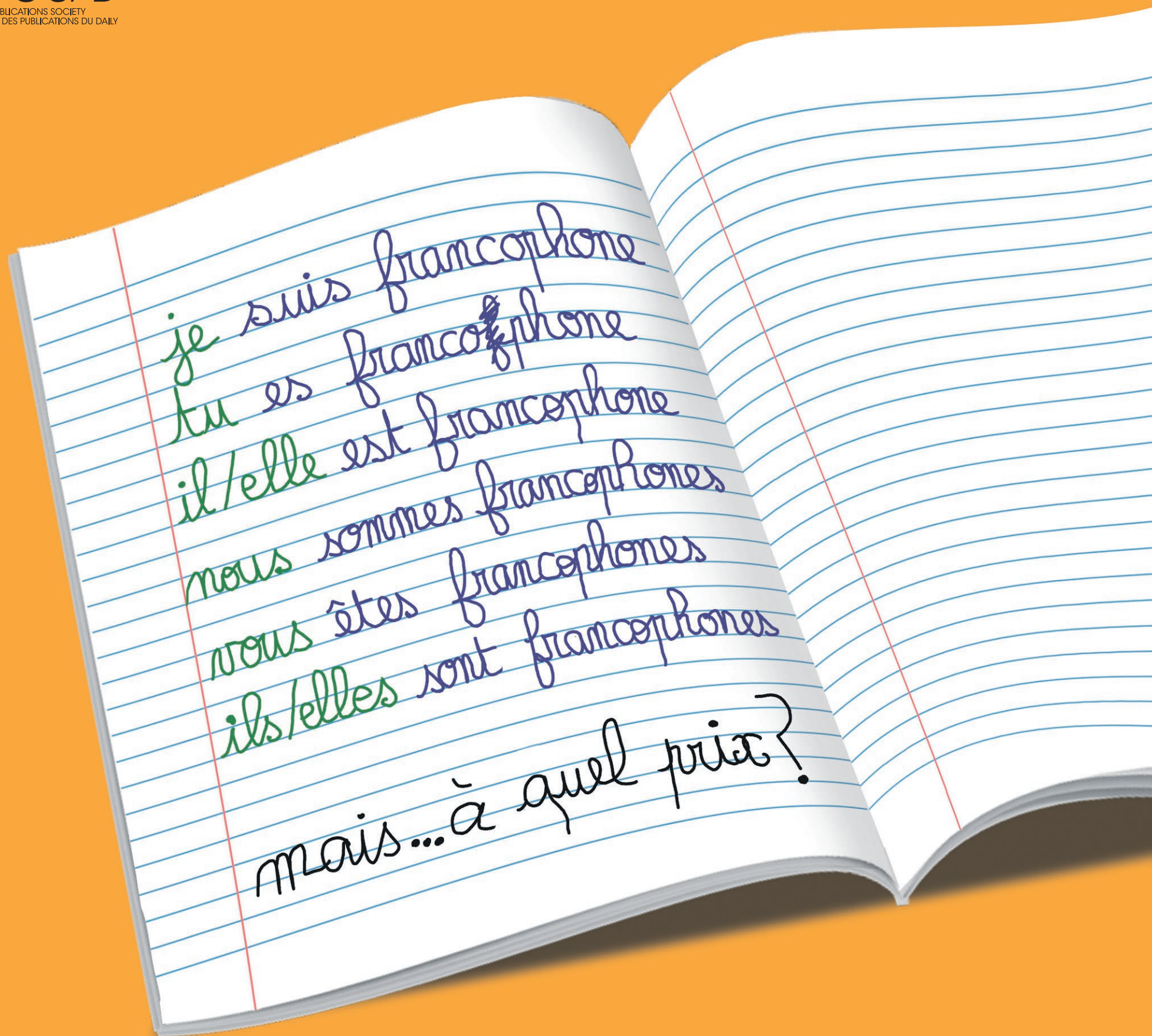


# ledélit

McGill DAILY ledélit  
**DPS SPD**  
DAILY PUBLICATIONS SOCIETY  
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

Publié par la société des publications du Daily,  
une association étudiante de l'Université McGill



**ENQUÊTE : FRANCOPHONIES**

**POSTCOLONIALES p.8-11**

## Le Délit défend la francophonie depuis 1977, mais laquelle?

GRÉGOIRE COLLET, VIOLETTE DROUIN &amp; JÉRÉMIE-CLÉMENT PALLUD

**L**e Délit naît en 1977 sous le nom de *The McGill Daily Français* au sein d'une université anglophone fâchée par les questions de francophonie. Le mouvement indépendantiste québécois se fusionnait à un mouvement étudiant, portant comme trophée mcgillois la création d'un journal en français, fait pour et par les étudiant-e-s québécois-es du campus. Au fil des années, *Le Délit* s'est donné pour objectif de défendre la francophonie. Les conflits ayant pris place à McGill et à Montréal depuis 1977, mettant en péril la conservation du français québécois, ont alimenté la ligne éditoriale du journal qui s'engageait à protéger le français dans un climat écrasé par l'anglophonie. D'édition en édition, notre journal faisait le point sur l'état de la francophonie à McGill, à Montréal et au Québec. Mais, de quelle francophonie *Le Délit* s'est-il fait le bouclier?

À coup d'articles et d'éditoriaux, nos pages ont bien souvent mis en avant un rapport unilatéral à la langue française, seulement représentatif d'une francophonie occidentale et presque tout le temps blanche.

Cela pose plusieurs problèmes.

Le fait de vouloir défendre le français en tant que langue unitaire et pure exclut d'un seul coup de plume toute communauté qui ne s'exprime pas dans ce registre « standard » ou « pur », qui n'a pas été contaminé par les mots d'une autre langue qui est souvent également intrinsèque à l'identité de la personne. Comme l'explique le professeur Diouf, cela crée un « hiatus linguistique » particulièrement dur à vivre (entrevue p.10).

D'autre part, la revendication farouche du français promu à maintes reprises ici exclut celles et ceux qui n'ont pas forcément uniquement envie de parler le français et de le protéger, mais qui entretiennent un rapport complexe, voire violent à la langue. Celle-ci constitue un outil puissant de l'entreprise coloniale française : la francophonie des communautés affectées par la colonisation en est le résultat. Devraient-elles nécessairement apprécier parler français, ou même vouloir le protéger? Ne parler de francophonie que dans l'objectif de défendre la langue nie les expériences de celles et ceux l'ayant subie, créant des conflits identitaires que peu prennent la peine de remarquer. En ne reconnaissant pas l'existence de relations plus conflictuelles au français et en faisant fi de la portée coloniale de notre langue d'écriture, les positions exprimées dans notre journal par le passé ont très certainement contribué à la silencieuse des voix francophones issues de communautés victimes de la colonisation. *Le Délit* souhaite reconnaître cette complicité et s'engage à donner plus de place aux voix francophones postcoloniales. L'enquête publiée cette semaine (p8-11) souhaite initier ce travail. ☺

### RÉDACTION

380 Rue Sherbrooke Ouest, bureau 724  
Montréal (Québec) H3A 1B5  
Téléphone : +1 514 398-6790

### Rédacteur en chef

rec@delitfrancais.com  
Grégoire Collet

### Actualités

actualites@delitfrancais.com  
Violette Drouin  
Augustin Décarie  
Rafael Miró

### Culture

artsculture@delitfrancais.com  
Méline Nantel  
Audrey Bourdon

### Société

societe@delitfrancais.com  
Opinion - Béatrice Malleret  
Enquêtes - Juliette de Lamberterie

### Philosophie

philosophie@delitfrancais.com  
Simon Tardif

### Coordonnateur de la production

production@delitfrancais.com  
Niels Ulrich

### Coordonnatrices visuel

visuel@delitfrancais.com  
Evangéline Durand-Allizé  
Katarina Mladenovicova

### Multimédias

multimedias@delitfrancais.com  
Vacant

### Coordonnateur-riche-s de la correction

correction@delitfrancais.com  
Margaux Alfare  
Florence Lavoie

### Webmestre

web@delitfrancais.com  
Mathieu Ménard

### Coordonnateur-riche-s réseaux sociaux

reso@delitfrancais.com  
Hadrien Brachet  
Jérémy-Clément Pallud

### Contributeurs

Ninon Savostianoff, Marco-Antonio Hauwert  
Rueda, Gali Bonin, Camylle Lanteigne, Julien  
Potié

### Couverture

Evangéline Durand-Allizé  
Katarina Mladenovicova

### BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26  
Montréal (Québec) H3A 0E7  
Téléphone : +1 514 398-6790  
ads@dailypublications.org

### Publicité et direction générale

Boris Shedov

### Représentante en ventes

Letty Matteo

### Photocomposition

Mathieu Ménard

### The McGill Daily

coordinating@mcgilldaily.com  
Éloïse Albaret

### Conseil d'administration de la SPD

Johnathon Cruickshank, Éloïse Albaret, Grégoire Collet, Nelly  
Wat et Sébastien Oudin-Filipecki (chair)

*Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur-e-s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit n'est pas affilié à l'Université McGill.*

*L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire.*

*Les opinions de nos contributeurs ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction.*

Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mardis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits ont été auparavant réservés). L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

## Le matriarcat et les langues

Dernier événement de la semaine de sensibilisation aux cultures autochtones.

NINON SAVOSTIANOFF  
Contributrice

« **L**es femmes tiennent leurs pouvoirs du fait que ce sont elles qui transmettent le savoir de leurs cultures et traditions, et ainsi les préservent. » L'événement clôturant la semaine de sensibilisation aux cultures autochtones à McGill s'est déroulé vendredi avec comme thèmes le matriarcat et l'enjeu des langues. Cet événement a réuni un petit groupe de personnes dans une atmosphère très intime propice au partage. L'événement était animé par Janelle Kasperski, une femme autochtone issue de la nation Nisga'a en Colombie-Britannique, qui a partagé plusieurs anecdotes personnelles avec le groupe.

La question des langues

Les langues autochtones ont subi un processus d'éradi-

cation, puisqu'il était interdit de les parler au Canada pendant des décennies. Janelle a discuté de l'œuvre de Lisa Jackson, une célèbre artiste Anishinaabe, et son œuvre *Biidaaban*, laquelle est une expérience de réalité virtuelle qui plonge le spectateur dans un futur complètement différent. Cette œuvre pousse le spectateur·rice à questionner son rôle dans l'histoire et souligne l'importance de préserver les langues, puisque tout au long de l'expérience virtuelle, le·la spectateur·rice entend seulement des langues autochtones.

Les participant·e·s ont ainsi reconnu que très peu d'entre eux·elles étaient capables d'identifier une langue autochtone s'ils l'entendaient dans la rue, et encore moins d'en parler une. À la place, les gens préféreraient apprendre la langue de l'un des peuples colonisateurs, soit l'anglais ou le français. De plus, même si le Canada reconnaît officiellement

60 langues autochtones, Janelle a avancé qu'il en existe sûrement beaucoup plus, car de nombreuses langues se ressemblent sans pour autant être les mêmes. Janelle

EVANGÉLINE DURAND-ALLIZÉ



souligne que ceci est un exemple de la manière par laquelle la culture autochtone est encore aujourd'hui victime du colonialisme, puisqu'en faisant de telles généralisations, la complexité et la diversité des cultures autochtones est effacée. Les langues servent à transmettre le savoir et en s'attaquant à elles, les cultures et traditions qui lui sont liées sont effacées.

Le matriarcat

De nombreuses communautés autochtones étaient et sont toujours régies par les femmes,

ce qui est fondamentalement différent des sociétés occidentales. Janelle a discuté du fait que si les matriarches existent encore dans sa communauté, leur rôle est limité à la sphère culturelle plutôt qu'à la sphère politique. En effet, le patriarcat occidental s'est infiltré dans les communautés autochtones et, aujourd'hui, les hommes prennent la majorité des décisions

par rapport à l'organisation de la vie quotidienne.

Après un tour de table, plusieurs questions ont émergé, telles que la place du système binaire de genre dans les cultures autochtones, ou encore l'importance du rôle des mères. Une personne du groupe a souligné qu'il est très compliqué de répondre à ces questions, car chacun·e est enfermé·e dans sa propre subjectivité. C'est d'ailleurs pourquoi la question des langues est si importante puisque parfois, le vocabulaire à notre disposition ne suffit pas à exprimer certaines idées. Pour Janelle, la question du genre en est un bon exemple. Pour finir, certaines personnes du groupe ont souligné que le système matriarcal existait dans d'autres cultures comme dans certaines communautés soudanaises. Si le matriarcat n'est pas universel, toutes les personnes présentes ont témoigné de l'influence des femmes dans leurs vies. ☺

## ledélit

À LA RECHERCHE  
D'UNE FORMATION EN  
JOURNALISME  
À MCGILL?  
PARTICIPE À LA  
PRODUCTION  
DU DÉLIT!

Écris un article, prends  
une photo, ou dessine une  
illustration pour ta  
section préférée!  
Viens rencontrer les  
éditeur·rice·s  
durant une soirée de  
production:

TOUS LES LUNDIS

17H - MINUIT  
680 SHERBROOKE O.,  
BUREAU 724

Aucune expérience  
journalistique requise -  
seulement de la  
motivation!

Pour plus d'information,  
envoie un courriel à  
rec@delitfrancais.com

[delitfrancais.com/  
a-propos/contribuer](http://delitfrancais.com/a-propos/contribuer)



## AGA & Appel de candidatures

Les membres de la Société des publications du Daily (SPD),  
éditrice du McGill Daily et du Délit, sont cordialement  
invités à son **Assemblée générale annuelle** :

**Le mercredi 23 octobre @ 17h30**  
**Lieu à confirmer**

La présence des candidat(e)s au conseil d'administration est  
fortement encouragée.

**La SPD recueille présentement des candidatures  
pour son conseil d'administration.**

Les candidat(e)s doivent être étudiant(e)s à McGill,  
inscrit(e)s aux sessions d'automne 2019 et d'hiver 2020 et  
aptes à siéger au conseil jusqu'au 30 juin 2020. Les postes  
de représentant(e) des cycles supérieurs et représentant(e)  
de la communauté sont également ouverts. Les membres  
du conseil se rencontrent au moins une fois par mois pour  
discuter de la gestion des journaux et prendre des décisions  
administratives importantes.

Pour déposer votre candidature, visitez :

[dailypublications.org/fr/  
conseil-d-administration/comment-appliquer/](http://dailypublications.org/fr/conseil-d-administration/comment-appliquer/)

Date limite: le vendredi 11 octobre @ 23h59

## Découvrez Votre Avenir

Palais des congrès de Montréal

Le jeudi  
3 octobre

Salon des Universités Internationales  
et du Tourisme Expérientiel

CONFÉRENCE  
**GRATUITE**  
ENTRÉE

[www.studyandgoabroad.com](http://www.studyandgoabroad.com)

**STUDY AND  
GO ABOARD** FAIR  
STUDY · TRAVEL · WORK · VOLUNTEER

Visitez notre  
site web :

[www.delitfrancais.com](http://www.delitfrancais.com)

Impliquez-vous :

rec@  
delitfrancais.com

Ajoutez-nous à  
vos réseaux :

Facebook :  
ledelitfrancais

Twitter : delitfrancais

Instagram : le.delit

# Marche historique à Montréal

Les rues de la ville ont accueilli vendredi une manifestation d'une ampleur inédite.

HADRIEN BRACHET

Coordonnateur réseaux sociaux

Une grenouille dans une casserole. À ses côtés, sur la pancarte, un slogan : « on doit agir avant de bouillir. » Ce vendredi, les rues de Montréal étaient en pleine ébullition pour le climat. Près de 500 000 personnes, selon les organisateurs, se sont rassemblées pour une marche initiée par une alliance de 21 organisations écologistes. Pour François Geoffroy, porte-parole du collectif *La Planète s'invite au Parlement*, pas de doute, il s'agit là de « la plus grosse manifestation de l'histoire du Québec ».

11h30. Près du monument Sir George-Étienne Cartier, la foule se densifie peu à peu. Les slogans affluent, peints sur des cartons ou scandés par les plus déterminés. En français et en anglais. Dans tous les registres. Enthousiaste : « Montréal réveille-toi. » Revendicateur : « Les petits gestes, ce n'est pas assez! » Grave : « Mes enfants voulaient des enfants. » Ironique : « Getting hotter than my imaginary boyfriend. » (Plus chaud que mon copain imaginaire, *ndlr.*) Anticapitaliste : « Gare au Capital. » Une manifestante décroche une pancarte de Justin Trudeau ; plus tard, on le reverra orné de sourcils verts et grimé d'une moustache. Des musiciens jouent déjà l'oraison funèbre de leur avenir. Les journalistes, perches ou micros à la main, s'activent. Dans le ciel, deux hélicoptères vrombissent.

12h30. À l'avant, Greta Thunberg ouvre la marche en compagnie de représentants de populations autochtones. Autour d'elle, un dis-



positif de sécurité impressionnant auquel vient se frotter une nuée de photographes. La jeune militante suédoise s'est aussi vue remettre les clefs de la ville par la mairesse et s'est entretenue avec Justin Trudeau. Le premier ministre rejoint le cortège, quelque peu chahuté, aux côtés de sa femme, de ses enfants et de ses soutiens. Il n'est pas le seul politicien présent ; Elizabeth May et Yves-François Blanchet, respectivement chefs du Parti vert et du Bloc Québécois, se sont déplacés pour l'occasion. Tout comme Alexandre Boulerice, chef adjoint du Nouveau Parti démocratique et certains candidats conservateurs de la région de Montréal – Jagmeet Singh aura préféré marcher à Victoria.

Mais les manifestants croient-ils encore à la politique pour préserver l'environnement? « J'ai envie de dire oui » confie Antoine, étudiant, « mais, honnêtement, j'ai à moitié confiance ». « Il n'y a pas vraiment d'autre moyen. Pour faire des lois, il faut que ça passe par la politique » avoue Camille. Et peut-on rire d'une telle manifestation? « Certainement! », affirme au *Délit* Jean-René Dufort, animateur de l'émission satirique *Infoman*, « on peut rire de certains politiciens qui sont ici, et qui le lendemain vont faire exactement le contraire de ce pourquoi ils sont ici ».

Alors, les marches pour le climat? Remède bienvenu? Ordonnance, en tous cas pour Camille, Caroline,

Nadia et Magali : « C'est un bon départ, parce que si on n'attire pas l'attention sur les problèmes, personne ne va engager la solution », assurent-elles. Pour Sarah, en revanche, le mal est incurable : « Je n'ai plus beaucoup d'espoir. C'est presque trop tard. »

Si les jeunes impulsaient le mouvement, la mobilisation dans les rues montréalaises s'est voulue intergénérationnelle. « Il faut être avec les jeunes, c'est nous qui avons fait toute cette merde », lâche Sarah, 65 ans. Plus loin, Caroline, accompagnée de sa fille, tient un slogan : « Pour l'amour de nos enfants. » Une marche souvent en famille, mais pas seulement. Entre amis, en couple ou même entre collègues.

Thu Nhon, complet impeccable sur le dos, entouré de ses collègues de travail, le reconnaît : « Il est temps que gouvernements et entreprises agissent, pas seulement les jeunes. »

15h30. La marche débouche près du fleuve, à l'intersection de la rue Wellington et du boulevard Robert-Bourassa. La foule se masse devant la scène installée par l'organisation pour une série de discours. Le parcours s'étend sur près de 4 kilomètres, il faut attendre l'arrivée de la fin du cortège. Des groupes de musiciens jouent pour faire patienter. Certains s'assoient, d'autres entament un pique-nique. L'orateur prévient : le moindre bout d'herbe piétiné sera utilisé pour « discréditer le mouvement » : la vigilance est de mise. Au bout d'une heure, les premiers discours se font entendre. Ils rappellent les revendications du mouvement (plan de sortie du pétrole et du gaz, sensibilisation scolaire...), insistent sur la nécessité de transcender les clivages sociaux et émettent un message clair : « voter pour la planète » aux élections du 21 octobre prochain.

16h. Greta Thunberg monte sur scène, acclamée par une foule déjà conquise. Visiblement émue, elle débute son discours par quelques mots en français. Après une comparaison légère entre la Suède et le Canada, son ton se fait plus grave. Elle se dit « déçue » par les chefs d'État réunis à New York à qui elle avait demandé de « s'unir derrière la science ». Avant de conclure : « Nous sommes le changement. » Une pancarte se détache. En lettres noires sur fond jaune, on peut lire « Apocalypse? ». ☹



# Parce que les mots ne suffisent pas

Les manifestations finies, c'est au tour des gouvernements d'agir.

MARCO-ANTONIO  
HAUWERT RUEDA  
Contributeur

Nous voilà quelques jours après la fin de l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'une des plus grandes séries de manifestations climatiques de l'histoire. Pourtant, le désespoir en lien avec l'inaction climatique semble encore plus profond qu'il y a deux semaines. Alors que les nations les plus puissantes du globe continuent de polluer de plus en plus, des solutions ne semblent pas être en vue.

## L'inaction des grandes puissances

Ce qui semblait enfin pouvoir construire un futur durable pour l'humanité s'est avéré être une nouvelle déception pour les militants de l'action climatique. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, appelait pourtant à venir avec des « plans concrets et réalistes et non pas des discours » à l'Assemblée générale des Nations Unies, du 23 au 27 septembre 2019. L'espoir initial s'est néanmoins progressivement tourné en désespoir.

« La nature est en colère », proclamait Guterres en ouvrant le Sommet Action Climat le 23 septembre, « et nous nous trompons nous-mêmes si nous pensons pouvoir tromper la nature ». Les catastrophes naturelles liées au climat se multiplient, comme c'est le cas au Mozambique, « frappé par des cyclones successifs sans précédent », ou encore aux Bahamas, « secouées par l'ouragan Dorian pendant deux jours sans relâche ».

L'inaction climatique, selon le secrétaire général de l'ONU, se fait de plus en plus dangereuse, s'accompagnant d'une « destruction [qui n'est] pas seulement effroyable, mais épouvantable ».

« Mais en voyant toutes ces images », demandait-on au secrétaire général, « ne tombe-t-on pas dans le désespoir ? », question à laquelle António Guterres répond très fermement : « Non. J'ai encore bon espoir, et je l'ai grâce à vous », se référant aux dirigeants du monde entier. « Vous êtes ici avec des engagements, [...] et vous êtes ici pour apporter des solutions concrètes au changement climatique ».

Cependant, au fur et à mesure que les discours se succédaient, l'optimisme de Guterres s'est à nouveau montré insuffisant. La Chine, premier pollueur mondial, n'a annoncé aucune intention claire de sortie des énergies fossiles. Wang Yi, représentant spécial du président Xi Jinping auprès des Nations Unies, affirmait pourtant que son pays tiendrait les promesses des Accords de Paris sur le Climat de 2015, contrairement à « certains pays » – faisant allusion aux États-Unis, la puissance américaine n'ayant même pas sollicité la parole au sommet.

Quant aux Européens, les engagements semblent s'accroître, bien que timidement. La chancelière allemande, Angela Merkel, promet une augmentation de 2 à 4 milliards d'euros à son budget climat. Elle déçoit cependant en annonçant ne pas pouvoir fermer la dernière usine à charbon allemande avant 2034.

Pour Emmanuel Macron, « la priorité immédiate est le Fonds Vert », auquel l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, la Norvège et le Danemark ont récemment « doublé leurs contributions ». Il s'agit ici d'une conférence européenne de recapitalisation, ciblant €10 milliards en partie pour « compenser le retrait américain », selon le président français.

Ainsi, Audrey Garric, du journal français *Le Monde*, écrit que « seules soixante-six nations, essentiellement des pays en développement pesant pour 6,8 % des émissions, se sont engagées, lundi à New York, à accroître leurs efforts d'ici à 2020 ». En absence d'initiative de la part des principaux pollueurs mondiaux, António Guterres estime que « nous ne sommes pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs » et que « nous sommes loin de mobiliser le financement dont nous avons besoin, qu'il soit public ou privé ».

## La parole des jeunes

« Le coût le plus élevé est celui de l'inaction », avertissait António Guterres et des millions de jeunes semblent l'avoir pris sur parole lorsqu'ils ont manifesté les 20 et 27 septembre dans les rues des grandes villes mondiales, suite à l'appel de l'activiste suédoise Greta Thunberg.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 1,4 million de grévistes en Allemagne, 100 000 à Londres, 400 000 en Australie et – comment ne pas oublier – 500 000 dans les rues de Montréal ce vendredi 27 septembre, soit la plus grande manifestation climatique au monde. Les jeunes – et moins

jeunes – se sont mobilisés massivement pour la justice climatique, tentant de faire pression sur les gouvernements pour se départir des combustibles fossiles.

Ces manifestations ont été lancées par l'appel de Greta Thunberg, activiste suédoise âgée de 16 ans, initiatrice de mouvements mondiaux pour la lutte



contre le changement climatique. Bien que vivement critiquée par les milieux climatosceptiques, elle continue de défendre fermement ses idéaux avec le soutien d'une jeunesse mondiale dont elle représente désormais une égérie.

« Comment osez-vous ? » dit-elle en s'adressant aux dirigeants mondiaux au Sommet Action Climat le 23 septembre 2019, « comment osez-vous détourner le regard ? Vous dites que vous nous entendez, que vous comprenez l'urgence de la situation, mais peu

importe à quel point je suis triste et en colère, je ne veux pas vous croire. Parce que si vous compreniez vraiment la situation et continuiez à ne pas agir, alors cela ferait de vous de mauvaises personnes, et cela, je refuse de le croire ».

Bien que les paroles de Greta Thunberg résonnent chez les jeunes, et bien que les manifestations mondiales accaparent les premières pages des journaux à l'international, l'action de la part des gouvernements ne se montre pas à la hauteur des attentes des manifestants.

« Ce ne sont que des mots vides de sens », affirme l'activiste suédoise à Montréal le 27 septembre en référence aux discours des chefs de gouvernement mondiaux. Selon elle, les dirigeants mondiaux « nous ont déçus avec des mots insignifiants et des plans insuffisants. Nous leur avons averti de s'unir derrière la science, mais ils ne nous ont pas écoutés ».

António Guterres semble partager l'opinion de Greta Thunberg, affichant sur un écran géant à Montréal que « [sa] génération a largement échoué jusqu'à présent à préserver la justice climatique dans le monde et à préserver la planète ».

Ainsi, António Guterres et Greta Thunberg s'unissent sur une idée : nous sommes désormais à un point où les mots ne suffisent plus. Seule l'action concrète peut encore maintenir l'espoir de notre futur en vie ; seule l'action concrète peut remédier à une catastrophe climatique sans précédent. ☹



RAFAEL MIRÓ-LUCAS

# Un nouvel édifice dès 2020

Le Délit a rencontré Samuel Haward, v.-p. aux Finances de l'AEUM.

**Le Délit (LD) :** Quelles sont les grandes lignes de vos responsabilités en tant que v.-p. aux Finances?

**Sam Haward (SH) :** La plupart de mes responsabilités sont à l'interne. Je suis en charge du budget à long terme de l'AEUM, lequel est plutôt difficile à gérer cette année avec la fermeture de l'édifice (l'édifice de l'AEUM est fermé pour rénovations depuis mars 2018, *ndlr*), vu que plusieurs de nos activités générant des revenus s'y déroulaient auparavant. J'aide les services de l'AEUM à planifier leurs budgets et je gère les opérations bancaires des clubs. Chaque année, nous ajoutons 400 signataires représentant divers clubs et nous gérons plus de 200 comptes pour nous assurer que tous les clubs ont accès à leur argent. De plus, nous sommes en ce moment en plein milieu d'une transition bancaire. Je fais également un peu de représentation étudiante — je siège au Comité consultatif des redevances, par lequel tous les frais institutionnels obligatoires doivent passer (pour approbation, *ndlr*). J'administre aussi le plan de soins de santé de l'AEUM

— à la fin de chaque année nous révisons le plan pour voir comment il a été utilisé et ce qu'on peut faire pour l'améliorer.

**LD :** Qu'espérez-vous accomplir cette année?

**SH :** J'aimerais rendre plus facile le processus de transition des comptes de banque des clubs. Aujourd'hui (le 26 septembre, *ndlr*), si tout va bien, c'est la dernière journée où nous mettons en place les comptes de banque des clubs. L'année dernière, ça a pris un mois, tandis que cette année, nous allons terminer le processus en sept jours, ce qui est très encourageant. Du côté des services, je veux les aider à épargner pour l'avenir. Puisque nous sommes un organisme à but non lucratif, nous ne devrions pas faire de profits, mais cela rend le processus d'épargne plus difficile, alors j'essaie de créer un moyen par lequel les services pourront élaborer un budget pour les années à venir. J'explore également comment réduire le coût de l'assurance-santé des étudiant·e·s internationaux — ces dernier·e·s payent

en ce moment les primes les plus élevées au Canada.

**LD :** L'année dernière, il y a eu une augmentation des frais d'adhésion

à l'AEUM. En termes de personnel, l'augmentation des frais nous a permis d'engager quelqu'un qui travaille à temps plein dans le domaine des clubs et des services.



à l'AEUM. Que vous a permis cette augmentation de revenus?

**SH :** À long terme, cela va permettre à l'AEUM d'avoir plus de capital pour des projets comme celui du 3501 Peel. Dès 2020 ou 2021, il y aura un second édifice de l'AEUM à cette adresse — l'augmentation des frais d'adhésion nous a permis de financer les rénovations de cet édi-

Il y a aussi plusieurs nouveaux postes étudiants à l'AEUM; au département des finances nous avons doublé notre effectif étudiant.

**LD :** L'année dernière, vous étiez le député de parlement de l'AEUM. Trouvez-vous que ce poste vous a préparé à celui que vous occupez maintenant?

**SH :** Cela m'a définitivement poussé à me présenter, parce que le député de parlement n'a d'habitude pas le droit de parole, mais j'étais toujours à l'écoute lors des réunions, alors j'absorbais ce qui se passait, et j'ai vu beaucoup de choses qui n'avaient pas beaucoup de sens. Mon poste comme député de parlement m'a aussi permis d'acquérir une bonne idée de comment la gouvernance étudiante fonctionne, vu que j'étais responsable de tous les documents pour le conseil législatif, alors cette expérience m'a été très utile jusqu'ici.

**LD :** Qu'est-ce qui vous garde motivé?

**SH :** En général, c'est de savoir que ce que je fais permet aux clubs et services de continuer à organiser toutes sortes d'activités intéressantes. C'est très encourageant de consulter Facebook et voir qu'un événement pour lequel j'avais signé un chèque quelques semaines auparavant s'est déroulé. ☺

Propos recueillis et traduits par  
VIOLETTE DROUIN  
Éditrice Actualités

# Chantiers communautaires

Billy Kawasaki, v.-p. aux affaires étudiantes de l'AEUM, nous parle de ses projets.

**Le Délit (LD) :** Peux-tu nous résumer ton parcours à McGill?

**Billy Kawasaki (BK) :** J'ai commencé à l'AEUM (Association Étudiante de l'Université McGill, *ndlr*) en 2015 comme coordonnateur aux communications. Je m'occupais des réseaux sociaux. Puis après cela, j'ai été coordonnateur des ressources humaines pendant un an, alors j'ai engagé plusieurs employés pour l'AEUM. Parallèlement, j'ai été aide-exécutif pendant deux ans à l'AEFA (Association étudiante de la Faculté des Arts, *ndlr*). J'y effectuais des tâches administratives. Puis j'y ai été v.-p. aux affaires internes pendant deux mois. J'occupais aussi le même poste à l'association départementale des étudiants en relations industrielles.

**LD :** Quelles sont les tâches principales du v.-p. aux affaires étudiantes?

**BK :** Principalement, j'entretiens les relations entre l'AEUM et les clubs et services ainsi qu'avec les groupes indépendants, comme la presse étudiante. Aussi, je m'occupe de la santé mentale et j'en fais la promotion auprès des administrateurs du

Pôle de bien-être étudiant (*Wellness Hub* en anglais, *ndlr*). Je donne une rétroaction selon les commentaires que j'ai reçu des étudiants. Sinon, je



m'occupe des soins pour enfants pour les étudiants-parents.

**LD :** Comment s'est passée la soirée des activités?

**BK :** Ça s'est très bien déroulé. Encore cette année à cause des rénovations, la soirée des activités s'est tenue au terrain

Tomlinson. Je pense que c'est un bon emplacement, vu la taille de cet événement. En ce moment, je discute avec *McGill Athletics*

pour continuer à tenir l'événement au terrain.

**LD :** Et comment se sont déroulés les ateliers de formations des exécutifs des clubs?

**BK :** C'était vraiment difficile de trouver un bon emplacement pour former des centaines de personnes,

surtout avec l'atelier sur la prévention de la violence à caractère sexuel. Il fallait cinq membres par club pour cet atelier et nous avons 230 clubs, donc plus de 1000 personnes à former. Les deux journées, la salle était remplie.

**LD :** C'était obligatoire pour la première fois, n'est-ce pas?

**BK :** Oui. En fait, les membres exécutifs (des clubs, *ndlr*) ne peuvent pas avoir accès aux comptes bancaires ni effectuer de transactions financières sans avoir assisté aux ateliers.

**LD :** Tu désires aussi mettre en place un portail pour les clubs?

**BK :** Oui, ça va faciliter la gestion des clubs, surtout pour leurs membres exécutifs. Je pense que parfois les clubs ne sont pas au courant de toutes leurs obligations, alors si on peut mettre ça sur une plateforme dans le style de *myCourses*, je pense que ça serait mieux pour tout le monde.

**LD :** Penses-tu avoir ce portail disponible d'ici la fin de ton mandat?

**BK :** Oui, c'est sûr. On a fait la pre-

mière démo il y a deux semaines. On envisage un lancement pour la session d'hiver.

**LD :** As-tu d'autres projets importants que ceux-ci?

**BK :** Oui, surtout autour de la santé mentale. C'est un sujet bien important pour la communauté de McGill, comme en témoigne le lancement du nouveau Pôle de bien-être étudiant. On est tout le temps en contact avec eux pour voir comment ça se passe ça, quels sont les commentaires qu'ils reçoivent, à quoi il faut s'attacher. Ce que j'ai entendu c'est que les conseillers ont plusieurs plages horaires libres. Ça se peut qu'il n'y ait pas eu assez de sensibilisation. Au début du mois d'octobre, nous allons organiser des événements à McGill dans le cadre de la semaine de sensibilisation à la santé mentale. Je souhaite avoir une conférence où les intervenants en santé mentale de l'Université présenteront ce qu'ils ont à offrir aux étudiants. ☺

Propos recueillis et traduits par  
AUGUSTIN DÉCARIE  
Éditeur Actualités

# Conseil législatif de l'AEUM

## Fonds d'équité autochtone, votes de grève et problèmes de traduction.

RAFAEL MIRÓ

Éditeur actualités

Le conseil législatif de l'AEUM s'est ouvert, le 26 septembre dernier, par une présentation du doyen des étudiants, le professeur Christopher Buddle, de la nouvelle politique de McGill sur la suspension temporaire des étudiants atteints de maladies mentales graves. Cette nouvelle réglementation viserait, selon l'Université, à lui permettre de prendre elle-même des décisions sur la fréquentation scolaire de ses étudiants souffrant de maladies psychiatriques sévères, afin de garantir, le temps qu'ils se rétablissent, leur sécurité et celle des autres.

La présentation du doyen des étudiants a été suivie par de très nombreuses questions de la part des conseillers. Le représentant du caucus sénatorial étudiant, André Vito Lametti, s'est interrogé à savoir si la révocation du statut d'étudiant pourrait affecter les assurances et les programmes sociaux auxquels ont accès les étudiants atteints de maladies mentales graves. La vice-prési-

dente aux Affaires universitaires, Madeline Wilson, a quant à elle demandé pourquoi l'Université n'offrirait pas plus de services en santé mentale pour éviter que des étudiants en état critique aient à être expulsés de l'Université. Le professeur Buddle a répondu que cette politique affecterait un nombre très restreint d'étudiants aux diagnostics beaucoup trop lourds pour être pris en charge par les services de l'Université. Rejoint par *Le Délit*, le professeur Buddle a noté que la politique devrait être mise en place plus tard que prévu en raison des questions « constructives » soulevées par les représentants de l'AEUM.

### Traduction problématique

Lors de la période consacrée aux lettres du public, les membres exécutifs de l'AEUM ont dû répondre à une question ayant trait aux droits des francophones, soumise par le sénateur Lametti. Cette question portait sur les problèmes de traduction récurrents de l'AEUM, en particulier la mauvaise traduction des pronoms personnels inscrits sur les documents

du conseil. Le vice-président aux Affaires externes, Adam Gwiazda-Amsel, a répondu en lisant devant le conseil la déclaration en français de la commissaire aux Affaires francophones de l'AEUM, Juliette Chesnel, dans laquelle celle-ci reconnaissait la gravité du problème de traduction et affirmait que l'AEUM allait travailler à améliorer le processus. « C'est une question de respect. Nous sommes dans une province où la langue commune est le français et les étudiants francophones de l'Université ont le droit d'avoir une association étudiante qui fait au moins l'effort de s'adresser correctement à eux dans leur langue », a affirmé au *Délit* le sénateur Lametti au sujet de sa question.

### Soutien aux grèves

Parmi les motions présentées aux conseillers, la motion pour endosser les grèves des associations étudiantes n'a fait l'objet d'aucun débat, ayant été adoptée à l'unanimité par les conseillers. La proposition du président Bryan Buraga de poser une question au Sénat de McGill au nom des étudiants au



KATARINA MLADENOVICOVA

sujet du désinvestissement a également été approuvée par l'ensemble des conseillers présents. Le conseil a également accepté en grande majorité l'offre du conseiller aux Affaires autochtones de créer un

fond d'équité pour les étudiants autochtones. Puisque cette mesure nécessitera le paiement d'un frais supplémentaire par tous les étudiants de l'université, elle sera soumise à un référendum. ☹

MONDE FRANCOPHONE

# Crise politique en Haïti

## Les manifestations abondent en Haïti pour demander la démission du président Moïse.

GALI BONIN

Contributeur

Les manifestations populaires ne cessent de croître en nombre et en violence dans les villes haïtiennes. Le vendredi 27 septembre dernier, les rues de Port-au-Prince tremblaient des affrontements entre manifestants mettant à mal commerces et bureaux du gouvernement et policiers répliquant à coups de gaz lacrymogène. Les manifestants réclament depuis près d'un an la démission du président en place, Jovenel Moïse, accusé d'avoir participé à la dilapidation des fonds de PetroCaribe.

### À l'origine d'une corruption

PetroCaribe est une alliance économique entre 18 pays avec, à sa tête, le Venezuela. Elle est censée aider les pays des Caraïbes à s'affranchir du marché pétrolier occidental tout en permettant aux États participants d'accumuler un fonds pour réinvestir dans des projets de développement. Dans le cas d'Haïti, c'est environ 3,8 milliards de dollars américains que l'État aurait amassé entre 2006 et 2019. Toutefois, le peuple haïtien n'a jamais reçu

d'améliorations conséquentes en termes d'infrastructures, d'emplois ou de développement économique et social.

Dans la foulée des plaintes et accusations de fraude de l'Affaire PetroCaribe, on retrouve les noms de quatre présidents, dont Moïse, présentement en place, et nombre de premiers ministres et ministres des derniers gouvernements. Le 14 août 2018, l'activiste Gilbert Mirambeau Junior lançait un slogan via une photo sur Twitter qui a enflammé par la suite tout un mouvement social : *Kot kòb petwo karibe a???* (« Où est passé l'argent de PetroCaribe?? »)

### Ascension du mouvement

Depuis les premières grandes manifestations du mouvement *PetroCaribe Challenge*

**« Depuis les premières grandes manifestations du mouvement PetroCaribe Challenge à l'automne 2018, les tensions entre le peuple et la présidence ne cessent d'escalader »**

à l'automne 2018, les tensions entre le peuple et la présidence ne cessent d'escalader. Les émeutes sont fréquentes et atteignent parfois des niveaux élevés d'intensité, comme ce fut le cas au début du mois de février 2019. Ces altercations rassemblant des milliers de personnes font occasionnellement des morts et les incendies de voitures, les saccages de magasins et les jets de pierres contre les autorités y sont monnaie courante.

Jovenel Moïse, président élu le 20 novembre 2016 et entré en fonction le 7 février 2017, refuse de donner sa démission malgré les pressions incessantes du peuple et de l'opposition. Ce novice de la politique était, avant sa course à la présidence, à la tête d'une entreprise agricole nommée Agritrans. Cette dernière est soupçonnée de corruption pour divers contrats

louches ainsi que pour un prêt gouvernemental de 6 millions de dollars américains en 2015.

À l'heure actuelle, il n'y a pas de gouvernement en place au pays, malgré le fait que la nomination du premier ministre date du 22 juillet. Le 23 septembre dernier, une manifestation est venue interrompre la ratification de la politique générale du gouvernement au Sénat. Le sénateur Jean-Marie Ralph Fethière, plaidant la légitime défense, a alors tiré en l'air avec une arme de poing pour disperser les manifestants et a légèrement blessé un photjournaliste de l'Associated Press. La ratification a donc

été repoussée à une date indéterminée. Sans cette étape cruciale, le premier ministre Fritz-William Michel, le cinquième depuis le début du mandat de Moïse, ne peut former son gouvernement.

Lors de l'émeute du 27 septembre, des partisans de l'opposition auraient volé des gilets pare-balles en Kevlar et des munitions dans un poste de police de Port-au-Prince. L'intensité des récentes manifestations laisse croire que la crise est loin d'être résolue, dans un pays qui possède un taux d'inflation dépassant les 17% et dont environ 2,5 millions de citoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté. ☹



# Va-t-il de soi d'aimer parler français?

FRANCOPHONIE...

Par JÉRÉMIE-CLÉMENT PALLUD & JULIETTE DE LAMBERTERIE

Une simple recherche de ce mot dans les archives du *Délit* suffit à mettre en évidence la place primordiale de ce thème dans nos lignes éditoriales. Quoi de plus normal pour un journal dont le cheval de bataille est la représentation des voix francophones dans une université québécoise où l'enseignement se fait en anglais? Pourtant, cette volonté d'offrir une plateforme d'expression à la francophonie mcgilloise semble souvent indissociée d'une approche revendicatrice du français : celui-ci est une langue dont les locuteur-ric-e-s doivent être fier-ère-s, mettant tout en œuvre pour la préserver. En-dehors même du cadre de notre journal, cette considération semble largement répandue et constitue l'essentiel du discours public sur la langue française, notamment dans notre contexte québécois où la francophonie a longtemps constitué une identité menacée par une présence anglo-américaine particulièrement pénétrante. Si, dans d'autres régions francophones, telles qu'en France hexagonale, certain-e-s diront ne pas avoir un rapport identitaire au français mais plutôt une conception neutre de la langue, l'on peut raisonnablement se permettre de remettre en question leur vision apolitique de la francophonie. En effet, si près de trois cents millions de personnes s'expriment aujourd'hui dans la langue de Molière, ce n'est pas tant le résultat d'une atti-

rance particulière envers sa grammaire complexe ou ses infinies « exceptions qui confirment la règle », mais plutôt la conséquence d'une lourde histoire de colonisation ayant fait de nombreuses victimes. Conséquemment, avoir un rapport soi-disant neutre à la langue française ou en faire un objet de louanges irréfléchies sont toutes les deux des positions de non-considération de la portée coloniale intrinsèque à la francophonie. Pour de nombreuses personnes francophones issues de communautés victimes de la colonisation française, ce manque de nuance contraste fortement avec leur rapport moins aisé et direct à la langue française et représente une violence de plus à leur encontre. Cette enquête tentera de caractériser ces rapports singuliers au parler français.

Avant toute chose, il est important de reconnaître l'absence de certaines voix dans les récits d'expériences qui suivent, notamment celles issues de communautés autochtones. D'autre part, la taille limitée du groupe de personnes interrogées ne permet pas de prétendre à une exhaustivité des témoignages. Toutefois, cette enquête a pour objectif principal de provoquer une prise de conscience chez le lectorat francophone du *Délit*.

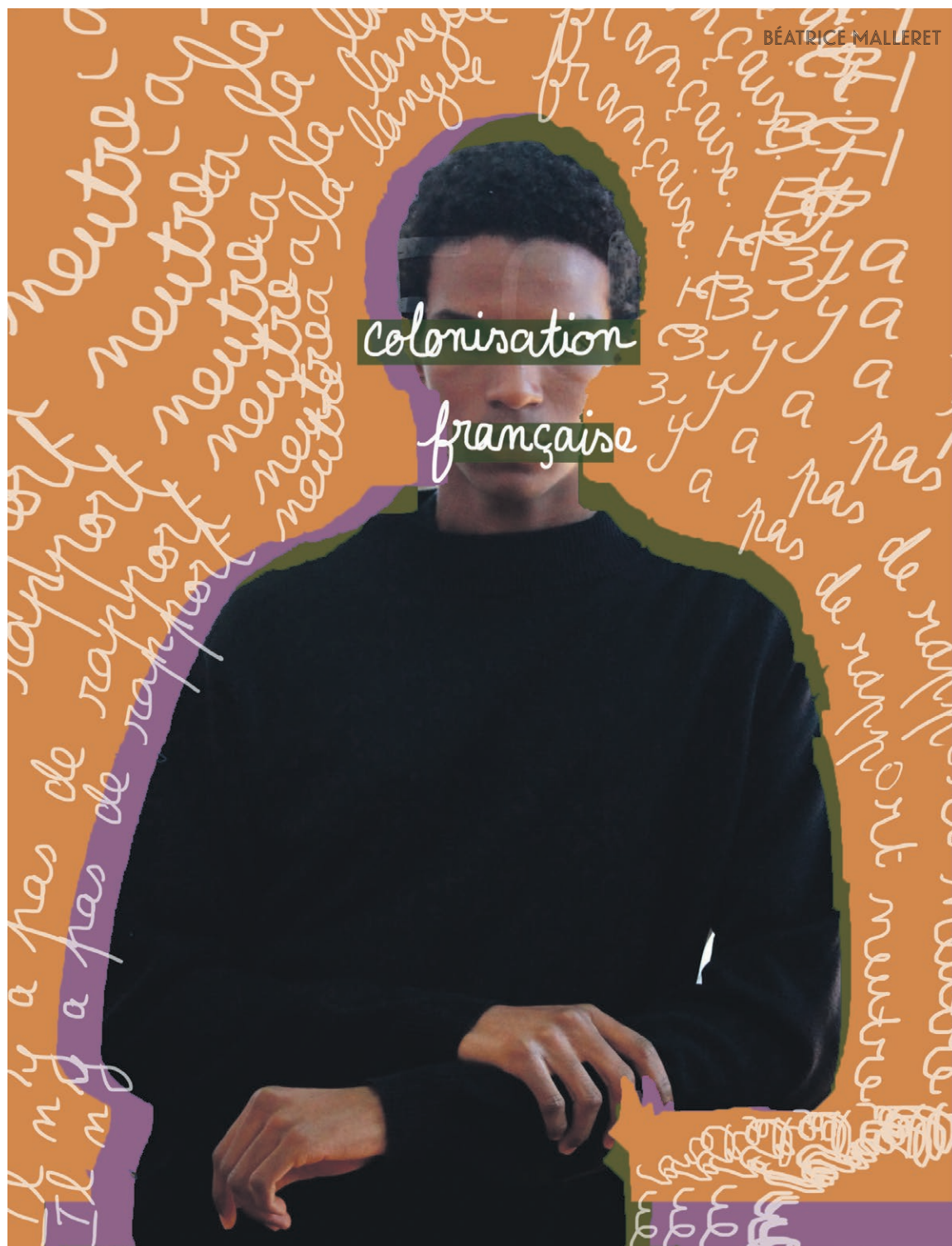
JÉRÉMIE-CLÉMENT PALLUD  
Coordonnateur Réseaux Sociaux

## Un français dur à vivre

« **A**ux yeux du gouvernement [québécois], le français est une valeur ajoutée et je ne suis pas en désaccord avec ça. Mais, pour moi, le fait que je parle français et que mon nom soit francophone est témoignage de génocide et de violences faites à mes ancêtres. » C'est en ces termes qu'Andréa, 22 ans, d'origine haïtienne mais étant née et ayant grandi à Montréal, exprime son malaise face au français. Elle décrit son rapport à cette langue comme étant de plus en plus informé, au fur et à mesure qu'elle en apprend sur les liens entre langue française, colonisation et esclavage.

Effectivement, au cours des plus de quatre siècles d'existence de l'empire colonial français, la langue française a largement été utilisée comme moyen d'oppression et de soumission des peuples. L'imposition de l'idiome national dans ses colonies était, pour la France, un dispositif très efficace d'imprégnation de ses idéaux coloniaux et d'assise de sa domination sur ces territoires et leurs populations. C'est la réalisation de ce violent passé porté par le français qui est à l'origine du malaise d'Andréa face à la langue qu'elle a toujours parlée. « Aujourd'hui, dit-elle, [cela me fait] bizarre d'avoir du ressentiment envers ma langue maternelle. »

Andréa admet aussi trouver que sa maîtrise accrue du français semble parfois représenter une barrière l'empêchant d'accéder entièrement à sa culture d'origine, puisqu'elle est définitivement plus à l'aise en français qu'en créole haïtien. Le constat est le même pour Mysslie, 18 ans et d'origine djiboutienne, qui,



lorsque ses parents lui parlent somali, répond quasi-systématiquement en français : « D'un côté, j'aime beaucoup parler le

français, mais, d'un autre côté j'ai toujours eu l'impression que ça m'avait enlevé quelque chose ». Ce type de témoignage semble

revenir sans cesse, de Marouane, 21 ans, qui regrette un « lien affaibli à [sa] culture » par la francisation de son arabe marocain, à

Kelly qui déplore en Martinique une marginalisation notoire du créole au profit de la langue française et au détriment des traditions martiniquaises.

Ainsi, le sentiment d'être tiraillé-e entre la réalité quotidienne d'une francophonie prégnante et l'aspiration à une plus grande communion avec sa culture d'origine semble également constituer une expérience partagée par les personnes francophones issues de territoires et communautés victimes de la colonisation française. De toute évidence, l'impérialisme linguistique francophone établi durant la colonisation n'a pas

**« Pour moi, le fait que je parle français et que mon nom soit francophone est témoignage de génocide et de violences faites à mes ancêtres »**

miraculeusement pris fin lors des différentes prises d'indépendance des anciennes colonies françaises : la plupart de ces pays comptent toujours le français parmi leurs langues officielles ou secondes. Cette très forte rémanence du français peut alors devenir, à des échelles variables d'incidence, une barrière à la persistance ou à l'affirmation de cultures régionales portées par leurs langues propres.

En outre, dans ces sociétés postcoloniales, la francophonie s'impose d'autant plus facilement qu'elle est bien souvent indissociable de forts mécanismes de classes. À l'époque de l'imposition

du français dans les colonies, ce dernier a souvent été prioritairement enseigné à la jeunesse de l'élite locale, devenant par la même occasion un symbole de distinction sociale. Comme nous le dépeint Marouane : « Être francisé au Maroc, ça passe plutôt bien généralement, c'est signe que tu es cultivé. [...] Certaines personnes de classe aisée, une minorité qui a le pouvoir et l'argent, ne parlent que français et délaissent la culture marocaine. » Dans un grand nombre de ces communautés postcoloniales, la bonne maîtrise de la langue française est jusqu'à présent considérée comme un indicateur d'accomplissement social, poussant de nombreuses personnes à s'appropriier le français au détriment de leurs langues régionales.

#### Francophonie(s) privilégiée(s)?

En plus de se sentir limité dans l'appropriation totale de leur culture, un autre point soulevé par les personnes ayant témoigné est que la francophonie s'accompagne souvent d'une injonction à une certaine façon de parler français. Cela constitue donc une double peine pour les victimes de la colonisation française en ajoutant des obstacles à leur intégration au sein de milieux francophones occidentaux. Pour ces personnes, la socialisation dans ces sphères passe très souvent par un alignement forcé de leur francophonie postcoloniale aux attentes d'uniformisation linguistique ordonnées par les francophonies occidentales. Cela passe autant par l'interdiction d'utiliser des expressions familières de leur francophonie d'origine que par la nécessité d'adapter son accent. Cette pression, Kelly l'a bien ressentie en arrivant à Paris pour ses études supérieures : plusieurs épisodes de moqueries lorsqu'elle prenait la parole en cours l'ont poussée à délaisser son accent martiniquais au profit de ce qu'elle appelle un « accent normé ». Ce mécanisme de défense forgé dans la douleur a pris tant de place dans son expression quotidienne qu'elle affirme aujourd'hui devoir se faire violence pour retrouver son accent d'origine.

Au Québec, cette incitation à adapter sa façon de parler français peut aussi exister. C'est l'expérience commune vécue par Maha, d'origine algérienne, et Christelle, d'origine haïtienne, ayant toutes deux immigré à Montréal à un jeune âge après avoir appris le français dans des contextes différents. Elles se souviennent que leur intégration en milieu scolaire québécois a été marquée par la contrainte d'aligner leurs façons de parler français à la francophonie québécoise.

Cette injonction à se conformer à un soi-disant modèle du bien-parler français est souvent vécue par les personnes provenant de communautés victimes

de la colonisation française comme une incitation d'annulation supplémentaire des aspects de leur identité liés à leur origine socioculturelle, afin de se conformer à un moule francophone lisse, prétendument neutre mais culturellement situé. Ainsi, la francophonie, telle qu'elle est

tandis que la littérature québécoise semble osciller entre ces deux pôles.

Une discussion plus approfondie des mécanismes de cette hiérarchisation est à retrouver dans l'entrevue du docteur Diouf, en page 10.

langue française a tendance à être beaucoup plus nuancé et informé que celui du discours dominant sur la francophonie faisant inconsciemment et allègrement l'apologie d'un ancien outil colonial aux conséquences encore bien réelles. Cette glorification aveugle du français

Québec parce que l'on parle français mais l'on parle français parce que nous avons été soumis à la colonisation. » Elle ajoute d'ailleurs que c'est « ce refus de reconnaître la dimension politico-historique [et] les relations de pouvoirs qui existent sur le territoire par rapport à la langue [qui l'a poussée à] faire [son] cégep et [son] université en anglais ».

Pour celles et ceux qui ont la francophonie en blessure, il faut alors faire preuve de résilience et trouver un moyen de vivre avec cette douleur quotidienne. Pour Kelly, cela passe par l'effort de se réapproprier son créole martiniquais, d'en améliorer sa maîtrise pour lui donner une plus grande place dans son expression orale comme écrite. Christelle, quant à elle, se refuse tout rapport identitaire à la langue française et choisit de l'utiliser comme simple outil de navigation du monde et du contexte québécois dans lequel elle évolue. Cette approche n'est pas la même pour Marouane qui remarque que « la langue, c'est ce qu'on a de plus intime, ce qui nous rend humains ». Iel fait donc le choix de « [s']approprier le français et [de] l'approfondir pour exprimer des idées et combattre le véritable ennemi [...], l'idéologie [coloniale] souvent véhiculée par cette langue ». « Parce que la langue française s'est imposée à moi, je ne veux pas [la rejeter et] être en conflit avec moi-même », explique-t-elle, avant d'ajouter que, dans le contexte mondial actuel, écarter le français reviendrait à devoir tout de même employer une autre langue coloniale – telle que l'anglais – pour se faire comprendre du plus grand nombre.

En définitive, les témoignages recueillis prouvent l'existence de rapports particulièrement nuancés et délicats à la langue française. En continuant d'ignorer ces vécus, le discours dominant se rend complice de l'entreprise coloniale française par perpétuation des souffrances qu'elle a initiées. Par égard pour des communautés historiquement meurtries, il est du devoir de tout francophone de questionner la portée coloniale actuelle de la langue qui pend à ses lèvres. En attendant, le fait est que les communautés affectées par la colonisation française vivent en français d'une manière qui leur est propre et qui ne doit pas être considérée comme moindre. ☹

L'entrevue du docteur Diouf, professeur dans le département de Littératures en langue française de McGill, s'attachera à mettre en lumière les mécanismes de hiérarchisation des francophonies en milieu académique.

S'ensuivra une présentation de certains problèmes structurels qui renforcent ces hiérarchies dans le contexte montréalais. ☹



BÉATRICE MALLERET

## « Parce que la langue française s'est imposée à moi, je ne veux pas [la rejeter et] être en conflit avec moi-même »

#### Vivre avec ce conflit

De toute évidence, la francophonie des personnes issues de communautés victimes de la colonisation française est singulière en ce qu'elle est empreinte d'expériences douloureuses et entre souvent en conflit avec d'autres aspects de leur identité. Pour cela, leur rapport à la

constitue d'ailleurs une violence de plus à supporter au quotidien, comme le déplore Maha : « Il y a un manque de sensibilité par rapport au fait que, justement, beaucoup de gens n'ont pas la même histoire par rapport au français, n'ont pas la même relation à la langue. [...] Pour beaucoup d'entre nous qui sommes immigrants, l'on est venu au

aujourd'hui pensée, ne semble tendre qu'à une uniformisation de toutes les façons de s'exprimer en français vers une francophonie occidentale et blanche.

La littérature est également un bon milieu d'observation de ce phénomène de hiérarchisation dont témoigne la distinction opérée de façon systématique entre littérature française et littérature francophone. Le dernier terme renvoie à toutes les littératures de langue française mais dont les auteur-ice-s sont originaires d'anciennes colonies françaises,

# « Parler le français comme vous êtes »

Perspective du Dr. Diouf sur la place des francophonies postcoloniales en milieu littéraire.

L'éloge de la langue française « classique » se fait très souvent par le biais de la littérature, moyen d'expression privilégié des « richesses » de ce parler français que d'autres francophonies ne posséderaient pas. Pour mettre en lumière les mécanismes de cette hiérarchisation, nous avons rencontré le Docteur Diouf, professeur dans le Département des littératures de langue française, de traduction et de création de McGill.

**Le Délit (LD):** Pouvez-vous vous présenter brièvement, ainsi que votre place dans le département de littératures en langues française de McGill? Quel a été votre parcours?

**Mbaye Diouf (MD):** Mon nom est Mbaye Diouf, je suis dans le département depuis 2014. Je suis le seul qui enseigne la littérature francophone, ce qui est déjà un indice pour notre nombre à McGill.

Les domaines où je suis vraiment expert sont toutes les littératures francophones hors Québec, hors France. Donc, tout ce qui est littérature francophone des Caraïbes, d'Afrique noire, du Maghreb, du Moyen Orient. J'ai fait mon doctorat à Laval, puis avant de venir à McGill, j'ai enseigné à l'Université de Victoria et à l'Université de Moncton.

**LD :** L'objectif principal de notre enquête est de mettre en lumière une hiérarchisation des façons de s'exprimer en français. Dans le discours public, les francophonies occidentales, qui se rapprochent le plus des modèles français et québécois sont celles qui dominent. Partagez-vous les mêmes observations, et si oui, y a-t-il certains mécanismes à l'origine de cette hiérarchisation, ou qui contribuent à l'alimenter?

**MD :** Oui, je l'ai remarqué, c'est un fait. Quand on apprend [le français] à l'école, le modèle qu'on apprend, c'est le modèle standard français : la structure des phrases, la conjugaison des verbes... Or, par exemple dans les pays du Maghreb ou des pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina Faso, ou même Haïti, la structure des phrases n'est pas vraiment la même structure qu'en français [hexagonal]. Or ce que tu dois apprendre en tant que francophone n'ayant pas le français [occidental] comme langue première, c'est la structure de phrase « correcte » française. Donc ça, c'est un premier niveau de hiérarchisation, ce qui fait que tu apprends comme deux fois le français: le français que tu adaptes à ta réalité locale, surtout quand tu es venu d'autres



BÉATRICE MALLERET

**« Tu vis tout de suite un hiatus linguistique, tu es tout le temps dans l'effort de parler correctement et d'écrire correctement, mais tu gardes un autre niveau de français en toi »**

régions, quand tu es immigrant à Montréal, puis le français académique. Tu vis tout de suite un hiatus linguistique, tu es tout le temps dans l'effort de parler correctement et d'écrire correctement, mais tu gardes un autre niveau de français en toi, et tu joues avec ça si tu vas chercher tes courses, si tu vas chercher du travail, peu importe.

Ce qu'on fait, dans les théories postcoloniales, c'est amener les francophonies à être décom-

plexés de cette langue, à parler le français comme vous êtes.

**LD :** Pour vous, les littératures francophones participent-elles à dénoncer cette hiérarchisation dans la langue?

**MD :** Oui, définitivement. C'est tout de même un mouvement récent. Si je prends par exemple la génération des écrivains francophones actuels, ceux de Martinique, de Guadeloupe, ou bien des écrivains français d'Algérie, du Sénégal, ou du Liban : c'est un mouvement vraiment récent. Ils se sont dit que, dans le fond, pour faire de la littérature en français, parlant de leur réalité, il faut le faire dans leur français. Donc il y a presque quelque chose de l'ordre de l'engagement littéraire chez les écrivains francophones postcoloniaux, pour s'approprier leur français et être à l'aise dans ce français-là. [Cette hiérarchisation] n'a pas complètement disparu, mais c'est grâce à ces écrivains qu'on a vraiment commencé à se sortir de ça. Les écrivains écrivent maintenant avec plein de mots, empruntent même de l'anglais, de l'arabe de la rue. Quand tu vas au Maroc, ils ont des niveaux

d'arabe : un arabe vraiment quotidien, de la rue, et ils le mettent dans la littérature.

**LD :** Est-ce qu'on retrouve dans ces littératures l'interrogation des auteurs par rapport à leur rapport à la langue française ?

**MD :** Oui, dans les œuvres par exemple ils vont faire des personnages qui déforment leur langue, leur jargon, leur argot en français. Sauf que c'est un argot qui n'est pas parisien, qui n'est pas lyonnais, c'est un argot qui va être vraiment de Fort-de-France, de Port-Au-Prince, de Dakar ou de Rabat. Les écrivains ont ramené le débat à la littérature en mettant par exemple des personnages qui ont deux registres de langue différents. Peut-être qu'ils proviennent de deux classes sociales différentes, mais ils ont leur propre opinion sur ce que devrait être le fait de s'exprimer en français. Donc oui, le débat a été à la fois littéraire et idéologique à l'intérieur des œuvres.

Ce qui est remarquable aussi c'est que, pour la plupart des écrivains francophones, cette situation les a presque forcés à

francophone. Si l'offre est disponible, les étudiants viennent la chercher, mais c'est sûr qu'il faut que les universités elles-mêmes fassent beaucoup d'efforts de recrutement et qu'elles montrent qu'elles enseignent les littératures et les cultures francophones. Les étudiants sont moins coincés qu'on le pense : quand on leur donne une offre qui vient chercher leurs intérêts, ils vont s'inscrire.

**LD :** Quant à vous, au cours de votre parcours académique, avez-vous remarqué que votre rapport à la langue française a évolué? Comment votre intérêt pour les littératures francophones est né? Est-ce quelque chose qui vous a toujours intéressé?

**MD :** Le parcours remonte à loin... Moi, je viens du Sénégal, à l'origine. Au Sénégal, on enseigne vraiment de façon très classique la langue française, la littérature française. Mais quand j'ai quitté le Sénégal, bizarrement, ce sont les littératures francophones qui m'ont le plus fait aimer le français. Quand j'ai vu d'autres français, mélangés à d'autres langues, je me suis dit : « vraiment, le français est plus riche

**« Il y a presque quelque chose de l'engagement littéraire chez les écrivains francophones postcoloniaux, pour s'approprier leur français »**

aussi devenir des critiques littéraires. Une langue locale définit d'abord une identité locale, il a fallu qu'ils conceptualisent ça. C'est la double casquette qu'on voit et qui est particulière chez les écrivains francophones. La plupart font de la fiction, mais font de la réflexion aussi, sur ce que devrait être une littérature en français.

**LD :** Vous êtes le seul professeur de littérature francophone au Département de Littérature en langue française de McGill. Pensez-vous que c'est quelque chose qui va changer? Que de plus en plus d'étudiants s'intéressent aux littératures francophones? Est-ce quelque chose que vous remarquez?

**MD :** Oui! Moi, je suis là depuis quelques années et je vois la différence entre lorsque je venais d'arriver et maintenant. Il y a de plus en plus d'étudiants qui s'inscrivent et qui s'intéressent à la littérature francophone à McGill, des étudiants qui viennent d'ailleurs et du reste du Québec, dont le projet de venir étudier à McGill a été renforcé lorsqu'ils ont vu que l'on proposait des cours de littérature

ce que j'en avais appris. » Et puis, le français m'a conduit vers d'autres cultures aussi, vers d'autres régions que je ne connaissais pas. Les littératures francophones cassent ce rapport bipolaire-là et rendent vraiment le français langue internationale et multiculturelle. ☺

Cours offerts par le professeur Diouf cette année:

- FREN 355: Littérature du 20<sup>e</sup> siècle

- FREN 380: Littératures francophones 1

- FREN 381: Littérature francophones 2 (Le roman ludique postcolonial)

L'entrevue a été écourtée par souci de clarté et de place.

Propos recueillis par  
JÉRÉMIE-CLÉMENT PALLUD &  
JULIETTE DE LAMBERTERIE  
Coordonnateur réseaux sociaux et  
Éditrice Société

# Montréal: des problèmes structurels

Les francophonies postcoloniales restent marginalisées à l'échelle de la ville.

JULIETTE DE LAMBERTERIE  
Éditrice Société

Dans les cercles universitaires, un nombre grandissant d'étudiant·e·s font l'observation de lacunes importantes en termes d'études postcoloniales dans les milieux francophones. Cependant, plus largement, il semble y avoir un problème de visibilité bien plus vaste des productions francophones non occidentales dans les sphères éducatives, sociales et culturelles. C'est le constat que fait une étudiante mcgilloise (qu'on appellera Léa), qui décide de tenter de changer les choses en fondant son propre projet, le Collectif interuniversitaire d'Études Francophones Postcoloniales (CÉFP).

## Un projet grandissant

À propos de l'unique cours de littérature francophone postcoloniale proposé par McGill, cette étudiante nous confie : « c'est gênant, on était quinze personnes, et pourtant on ne lisait que des grands noms. » En réalisant que ce cours était le seul offert sur ce sujet, celle-ci s'est posée des questions sur le département en général : « est-ce que c'est parce qu'il n'y a pas d'intérêt, mais ça je ne le pense pas, ou c'est qu'il n'y a pas de volonté de la part du département d'offrir ce genre de cours? »

Après avoir communiqué avec plusieurs autres universités, la fondatrice du projet réalise que McGill n'est pas du tout la seule dans ce cas : L'UdeM et l'UQAM, pourtant francophones, n'offrent guère plus de place aux perspectives postcoloniales. Cela ne concerne pas que l'offre de cours, mais aussi la réception des professeur·e·s face à ces sujets : des thèses de recherches refusées, des idées de mémoires jugées trop « radicales » ou « idéologiques ».

L'étudiante comprend peu à peu qu'elle ne peut cantonner ses initiatives au milieu universitaire : « on ne peut pas travailler au-dessus si on ne va pas chercher au-dessous. Souvent, chacun reste de son côté, [...], le milieu académique prétend théoriser sur les réalités sociales des communautés, mais ne va pas sur le terrain, [tandis que] le milieu communautaire ne pense même pas avoir accès au monde académique. »

**« Celui·celle qui est allé·e à [une] école secondaire de Montréal-Nord et celui·celle qui est allé·e à Brébeuf n'auront pas les mêmes chances »**

## Dès les premiers niveaux

Ayant grandi dans le quartier de Montréal-Nord, dont la population est constituée à près de 60% de personnes issues de l'immigration, il est très clair pour la fondatrice du Collectif que la hiérarchisation des francophonies transcende évidemment la sphère universitaire. Des éléments plus structurels déterminent déjà, beaucoup plus tôt, les différences d'accès à la culture selon les quartiers dans lesquels évoluent les jeunes francophones de Montréal. Léa nous conte un incident qui a eu lieu dans son ancienne école secondaire. Tous les ans, chaque élève se voyait normalement assigné·e une liste de dix romans à lire. Après des plaintes de parents qui n'étaient pas en mesure de payer ces livres et n'étaient tenus par les commissions scolaires que d'acheter les fournitures scolaires de

leurs enfants, l'école a dû se résigner à réduire de moitié cette liste, ne pouvant ni obliger les parents à se les procurer, ni fournir les dix romans à chacun·e des élèves, faute de moyens. « Comment peut-on prétendre que diviser par deux le nombre de romans n'aura pas d'impact sur ces jeunes-là? Celui·celle qui est allé·e à l'école secondaire de Montréal-Nord et celui·celle qui est allé·e à Brébeuf n'auront pas les mêmes chances ».

Ces problèmes sont sujets à être aggravés par des décisions politiques, comme il est présentement le cas avec l'instauration de la taxe scolaire du gouvernement Legault. Tous·tes les propriétaires montréalais·es bénéficient désormais d'un moindre taux de taxes finançant les services en matière d'éducation, en résulte une coupure (estimée à près de quatre millions de dollars) au budget des commissions scolaires alloué aux écoles des milieux défavorisés de la ville. Malgré les promesses du gouvernement de compenser ces pertes, beaucoup affirment que ces efforts ne seront pas suffisants et que l'argent puisé dans le Trésor public visant à cette compensation serait de toute façon mieux utilisé s'il était dédié à de nouveaux investissements en services d'éducation. Ainsi, les incidents tels que celui survenu dans cette école de Montréal-Nord semblent destinés à se répéter.

Il devient donc clair que les communautés francophones provenant directement ou indirectement de l'immigration soient structurellement moins amenées à faire partie des cercles dominants de la francophonie montréalaise — et à voir le français comme moins attrayant — si elles y sont déjà découragées dès le plus jeune âge. À ceci s'ajoutent des problèmes de représentation : « il y a énormément d'auteurs racisés

qui ont du succès mais qui ne sont pas lus, ni dans les écoles secondaires ni dans les cégeps, parce qu'encore une fois, leurs romans sont mis dans la case 'littérature étrangère', alors qu'ils sont québécois, et qu'ils écrivent ici! » À ce sujet, un projet en cours de développement du collectif serait de créer une banque de livres disponible aux élèves et visant à combler les pertes comme celles de l'école secondaire, dans laquelle seraient promues des œuvres d'auteur·rice·s racisé·e·s. « Si on fait ce travail à cet âge-là, alors il y aura moins besoin de décoloniser plus tard ».

## Scène culturelle montréalaise

En dehors du contexte scolaire, des exemples précis peuvent aussi révéler de manière évidente la hiérarchisation systématique des francophonies montréalaises. L'exemple du rap québécois le reflète particulièrement bien. « Un problème à Montréal, c'est que le rap/hip-hop montréalais [des communautés migrantes] est très marginalisé, il ne sera jamais 'québécois'. La preuve : les Francofolies. Aux Francofolies, on a de tous les groupes, mais on ne mettra jamais de rap des quartiers, parce qu'il est 'sale'. Mais si on prend le rappeur québécois [blanc] Loud, lui est très [accepté]. [...] Pourquoi est-ce qu'on accepte Loud comme rappeur 'québécois', mais que le rap de personnes racisées reste 'de rue'? [...] La musique est politique, elle est postcoloniale. Une simple décision d'une grande production comme les Francofolies, qui refuse l'accès à ce genre de plateformes à des artistes racisés, c'est politique ». En effet, le mouvement communément appelé « rap keb » est en plein essor au Québec, mais semble réservé aux Québécois·es blanc·he·s. Encore une fois, le refus d'être considérées comme

faisant partie de la culture francophone *mainstream* et dominante pour les jeunes personnes issues de milieux immigrants défavorisés se répète. La rappeuse canadienne d'origine haïtienne Jenny Salgado, plus connue sous le nom de J.Kyll, disait à ce sujet dans le cadre d'une entrevue : « Ce jeune-là, si, lui, quelque part, ne se voit pas, peu importe dans quel angle il regarde, quand il regarde la culture québécoise, il va chercher ailleurs. Donc, il va aller écouter tout le 'gangsta rap' américain, puis il va se dire : 'voilà ce qui me ressemble', [...] puisque le Québec lui-même n'en a rien à cirer de ce qu'il est en train de devenir ».

Des initiatives sont toutefois en train d'être créées pour surpasser cette hiérarchisation des francophonies, particulièrement en ce qui touche aux enjeux de représentation. L'étudiante nous parle de la librairie Racine, première librairie montréalaise ayant pour but exclusif de faire la promotion d'auteur·rice·s racisé·e·s. Elle se situe dans le quartier de Montréal-Nord, et ce choix de location est significatif : créer ces espaces dans les périphéries facilite évidemment l'accès à la culture pour ceux·celles qui n'ont simplement pas le temps ni les moyens de se déplacer loin pour des événements culturels. Ce genre d'initiatives tend vers une réelle décentralisation de la culture et du savoir : « Que ce soit les gens du centre-ville qui se déplacent vers nous, parce qu'il y a de la culture aussi là-bas. La culture, elle n'est pas juste entre Berri et Peel. »

Il apparaît alors clair que des initiatives de terrain, sociales et culturelles, sont nécessaires afin de combattre les obstacles structurels qui renforcent la marginalisation des francophonies postcoloniales à Montréal. ☉

## Nous qui travaillerons

Le réalisateur Antoine Russbach signe *Ceux qui travaillent*, son premier long-métrage.

HADRIEN BRACHET

Coordonnateur Réseaux Sociaux

**P**remière scène : Olivier Gourmet sous une douche froide, glaciale. À l'image d'un film captivant, sans illusions, qui n'épargne rien ni personne.

Issu d'une famille d'agriculteur-riche-s, Frank s'est construit grâce au travail. Un à un, il a gravi les échelons. Père de famille, il est cadre supérieur dans une entreprise de fret maritime. Pour ce travail, il donne tout, quitte à être un père distant et un époux peu expressif. En guise de (maigre) dédommagement, il leur offre la sécurité matérielle. Un jour, croyant tirer une épine du pied de son entreprise, il prend seul une décision à la fois illégale et immorale. C'est le pas de trop : il est licencié. Sans emploi, son monde s'effondre, son horizon disparaît. Ne peut-il s'épanouir qu'au travail?

Un monde du travail bien sombre

Le premier long-métrage d'Antoine Russbach offre un portrait sans pitié du monde du travail. Un système qui vous conduit à accomplir le pire avant de vous broyer à votre tour. Qui vous donne l'illusion du pouvoir avant de vous rappeler que vous n'êtes qu'un rouage jetable dans un engrenage inarrêtable. Une machine infernale dont vous êtes le carburant puis le combustible. C'est là tout l'intérêt du film : le personnage principal n'est pas simplement une victime innocente, mais un être cynique qui s'est lui-même abreuvé du système. Ainsi, le-a spectateur-riche oscille. Entre la course généralisée des entreprises au profit et un cadre peu altruiste, qui est coupable? La pression, l'exigence de rentabilité peuvent-ils excuser, ou du moins expliquer, l'acte criminel dont Frank, interprété avec minutie par Olivier Gourmet, s'est rendu responsable?



CAPTURE DU FILM

Politique mais pas didactique

Le réalisateur de 35 ans pointe un autre coupable : nous. Nous, les lecteur-riche-s, les spectateur-riche-s issu-e-s du monde occidental et qui dénonçons sans cesse le capitalisme tout en nous en nourrissant allègrement — autant Frank dans son costume-cravate que nous, spectateur-riche-s, paré-e-s des meilleures intentions. Au site français *Allociné*, Antoine

Russbach explique : « À l'origine du film, il y avait l'idée de ces gens en costume-cravate que je voyais à Genève. Je me suis surpris à avoir un regard sur eux très simpliste. Je les voyais différents de moi. Je leur faisais porter tous les problèmes du monde. Puis je me suis réveillé : je me suis trouvé arrogant et j'ai refusé de penser ainsi. » C'est ce qui en fait un film politique, mais non militant. Le réalisateur constate, interroge, dénonce, mais

ne nous dicte pas la solution : à nous de la trouver.

Stendhal disait du roman qu'il est « un miroir que l'on promène le long d'une route ». On pourrait en dire de même de *Ceux qui travaillent*. La caméra reflète les hommes, se met à leur hauteur. Elle est une lucarne, pas plus. D'un réalisme juste, intelligent et précis et ce, jusqu'au choix des décors qui se veulent le plus proche possible de la réalité : un *open-space* suisse, un foyer bourgeois, un port de commerce... Par ses plans rapprochés sur un quotidien épuisant, le film nous saisit, nous empoigne et nous pousse à la réflexion. Un projet courageux et nécessaire pour soudainement réaliser notre propre résilience ; une alerte aussi sur le risque de ne chercher l'épanouissement que dans le travail. Sans nul doute, il s'agit là d'un film à affronter, surtout pour nous au cœur de nos études. Nous qui travaillons et travaillerons, mais dans quelles conditions? ☹

THÉÂTRE

## Men songes et ultimatums

Une production saguenéenne en première montréalaise au Théâtre Denise-Pelletier.

FLORENCE LAVOIE

Coordonnatrice à la correction

**L**e contexte du texte original de Normand Canac-Marquis est familier : un parti corrompu qui mène le bal, l'espoir du changement en la personne du chef de l'opposition et un journal sur le bord de la faillite dont le devoir est de recenser la vérité. Au centre de l'action se trouvent la comédienne Louise Laprade dans la peau de Solange Spielmann, une journaliste au passé lourd d'épreuves et son ex-mari François, incarné par Robert Lalonde, rédacteur en chef du journal *L'État* pour lequel elle travaille. Les deux entrent en conflit alors que le périodique s'appête à imprimer sa dernière publication papier. Solange est approchée par le ministre de la Sécurité publique qui lui impose un ultimatum : celui d'appuyer le parti au pouvoir dans son dernier éditorial, sans quoi sa liaison datant de près de 45 ans avec le prometteur chef de l'opposition sera dévoilée au grand jour. Solange veut dévoiler

elle-même l'affaire dans l'éditorial, mais François, qu'elle a épousé un an après l'affaire et divorcé 41 ans auparavant, n'est pas d'accord.

Signes révélateurs et qualité du jeu

Le décor, habilement imaginé, laisse deviner non seulement les bureaux d'un périodique, mais également une sorte de prison, de par de grands panneaux de verre glacé séparant les coulisses de la scène et des matériaux rappelant le béton et le métal. On a devant soi un environnement très industriel et peu chaleureux, mais grandement révélateur du propos de la pièce mise en scène par Martine Beaulne.

On assiste à un spectacle dont la richesse se trouve dans le texte. Le jeu est légèrement statique et n'occupe pas toute la scène, mais les échanges sont dynamiques et révèlent une grande expertise de la part des comédien-ne-s. Malgré un jeu légèrement exagéré par moments, Louise Laprade dévoile un personnage complexe et délicieusement sarcastique dont les



COURTOISIE DU THÉÂTRE

réparties en font rire plus d'un, ce qui fournit à la pièce une touche de comique qui lui évite de sombrer dans le mélodrame. Son partenaire de scène, Robert Lalonde, fournit pour sa part une intensité émotionnelle hors pair.

Pertinence de la réflexion

*L'État*, pièce réflexive qui frappe du fait de son actualité, amène le-la spectateur-riche à

user de son jugement critique dans la considération de ce qui constitue vie privée et information publique et l'amène à se questionner sur la valeur de la vérité dans un contexte politique et journalistique. Le spectacle est construit dans le but d'impatienter le-la spectateur-riche : l'on attend pour la première moitié de la pièce la révélation du contenu du fameux éditorial en supposant un scandale sans nom.

Cependant, la véritable nature de l'affaire est quelque peu décevante : une relation adultère vieille de 45 ans susciterait-elle vraiment une polémique susceptible de rafler le poste de premier ministre promis au chef de l'opposition? Les conséquences seraient-elles vraiment aussi catastrophiques que le suggère le jeu des acteurs? L'on en vient à douter de la pertinence de l'intensité dramatique à ce propos au sein de la pièce.

Néanmoins, la qualité du texte de Normand Canac-Marquis peut être acclamée, en plus du rythme minutieusement travaillé, de la scénographie agréablement troublante et de la profonde complexité des personnages. L'on peut facilement affirmer que, dans tout son ensemble, la pièce *L'État* est un succès théâtral. ☹

Présentée à la salle Fred-Barry du Théâtre Denise-Pelletier jusqu'au 12 octobre.

# Une manière de dire le monde

Le Délit s'entretient avec Émile Proulx-Cloutier, artiste québécois multidisciplinaire.

**É**mile Proulx-Cloutier est à la fois acteur, réalisateur, scénariste et musicien. Ayant à son actif deux albums coup de poing, *Aimer les monstres* et *Marée Haute*, le poète n'y va pas à demi-mot pour exprimer ses opinions à travers son art. Pour *Le Délit*, j'ai eu le plaisir de m'entretenir avec lui, afin de parler de son métier et de traiter les enjeux de la langue française, qui sont au cœur de sa démarche artistique.

**Le Délit (LD) :** *Émile, je t'ai connu d'abord au petit écran, dans ton rôle de Maxime Cadieux dans la série Toute la vérité, qui a été présentée à TVA de 2010 à 2014. À ce moment-là, le grand public te connaissait comme acteur à la télévision et au théâtre. Tu avais fait un peu de réalisation, de scénarisation, mais le Émile musicien n'était pas encore connu dans l'espace public. Quand est-ce que la musique est entrée dans ta vie?*

**Émile Proulx-Cloutier (EP) :** Dans ma vie, il y a toujours eu trois axes : la musique, l'écriture et le jeu. La notion de performer sur une scène m'a beaucoup attiré dès mon plus jeune âge. Vers l'adolescence, j'ai été fasciné par le cinéma, la mise en scène, par l'idée de mettre un récit en image. Petit, je dessinais beaucoup, mais quand j'ai appris à écrire, j'ai arrêté de dessiner. À 6 ans, mon père m'a acheté des baguettes de batteries. Il m'a mis de la musique dans les oreilles et m'a dit : « Si tu veux apprendre à jouer de la percussion, il faut que tu saches faire ça. » Il me faisait écouter des trucs assez simples, des chansons des Beatles, entre autres. Donc, j'ai d'abord fait beaucoup de musique tout seul, puis, éventuellement, je me suis mis à en entendre dans ma tête, et je me suis tourné vers le piano. À ce moment-là, la poésie et l'écriture faisaient aussi partie de ma vie.

J'écrivais des poèmes, des histoires, j'aimais me déguiser et faire des spectacles à l'école. Mes deux parents étant comédiens, j'allais souvent les voir sur les plateaux de tournage. Ce monde-là m'a fasciné très vite. Je me sentais à la maison dans un théâtre ; j'aimais voir les acteurs en préparation, la discipline et le côté artisanal du métier. Je pense que j'ai d'abord été conquis par ça, cette fabrication du travail — le fait qu'il faille se remettre en jeu, et la prise de risque que ça implique parfois. J'ai été conquis par l'aspect « pas magique » du métier, en opposition au côté glamour et aux trophées. C'est un métier difficile,

où tu recommences, où il y a des soucis qu'on ne soupçonne pas ; j'ai vu mes parents se battre pour apprendre des textes, douter le soir d'une première. J'ai donc rêvé au côté plus artisanal du métier, avant de rêver au tapis rouge ou aux trophées.

**LD :** *De 2003 à 2006, tu as suivi une formation au Conservatoire d'art dramatique de Montréal.*

ne savais pas quoi exactement. Entre la fin du cégep et mon entrée au Conservatoire, j'ai eu une période de flottement. Pendant ce temps-là, j'ai réalisé un court-métrage, *Papa*, avec 900\$. J'ai voyagé pour aller voir des écoles de cinéma en Europe, j'étais dans un groupe de musique, mais je n'étais pas très bon, et en même temps j'ai préparé des auditions pour les

**EP :** J'ai trouvé ça très confrontant, notamment sur l'aspect humain. Tu sais, le crayon rouge du professeur qui vient corriger ce que tu fais, là, il n'est pas sur un papier, il est sur ton corps. Tu apprends aussi beaucoup en voyant les autres : j'ai vu des gens être géniaux et poches. Moi-même, j'ai été bon des fois et très mauvais souvent. Le Conservatoire m'a permis

*Parle-moi un peu de ta démarche artistique pour ce premier album. Est-ce que ça a été difficile de trouver l'inspiration?*

**EP :** L'écriture de chansons arrive dans ma vie quatre ans avant de sortir l'album. Au milieu de la vingtaine, je réalise un court-métrage avec une équipe professionnelle. Je me mets beaucoup de pression et c'est une aventure qui se passe mal. Depuis, j'ai appris que beaucoup de monde à 25 ans frappe un mur. Je ne sais pas pourquoi, mais c'est comme une espèce de « reality check ». Pour moi, ça a été de plein fouet. J'ai vécu une expérience professionnelle pénible. Ça m'a mis les épaules au tapis et je me suis dit : « Il faut que je me reconstruise. » Je pense qu'à l'époque, j'avais beaucoup la volonté de plaire et d'être admis chez d'autres cinéastes que j'admirais. Je me suis perdu en cours de route, j'avais perdu le souffle créateur qui me ressemblait et j'étais habité du désir de correspondre à des attentes — chose qui est absolument infertile dans le milieu de la création, puisque ce qui est intéressant, c'est ta manière de dire le monde. Bref, j'avais envie de retrouver mon rythme, ma fantaisie, mon plaisir de raconter. En cherchant tout ça, j'avais envie de réunir dans un même geste l'élan poétique et mon plaisir d'enfoncer mes doigts dans le piano — mon élan de performeur, de raconteur, de scénariste, celui de raconter des histoires les plus imaginées possible. Tout ça, c'est ce que la chanson peut permettre. Surtout que c'est léger dans un baluchon, une chanson. Ça ne prend pas une équipe de 20 personnes, c'est toi, tes doigts et de l'énergie. Ça a commencé comme ça.

J'ai accumulé sept ou huit chansons, et je cherchais une façon de les présenter. Je savais qu'il y avait quelque chose à faire avec ça. Mon élan était d'abord pour la scène. Quelqu'un m'a parlé du Festival en chanson de Petite-Vallée. Je ne connaissais pas ça. À ce moment-là, je ne savais même pas c'était où, Petite-Vallée. Quand j'ai compris que c'est en Gaspésie, à 12 heures de route de Montréal, je me suis dit : « Ok. C'est là qu'il faut que j'aille. » C'est un lieu d'amoureux de la chanson, qui vont écouter pour de vrai, et ce sont des gens qui commencent, ceux qui s'inscrivent là comme participant. Je m'étais dit que ça me donnerait, comme pour la formation en théâtre, un espèce de plancher. J'ai envoyé ma démo, j'ai passé une audition, et ils m'ont pris! On était huit à être sélectionnés.



ÉVANGÉLINE DURAND-ALLIÉ

*Est-ce que le théâtre était une voie que tu avais choisie par-dessus la musique, ou bien savais-tu qu'un jour, tu allais vouloir l'intégrer dans ta vie professionnelle?*

**EP :** J'ai fait mon cégep en cinéma, et tout ce temps-là,

écoles de théâtre. Je me disais qu'au bout de tout ça, il y aurait quelque chose. Finalement, j'ai été pris au Conservatoire. Je me suis dit que les autres métiers qui m'intéressaient, notamment la réalisation, la mise en scène et la musique, j'allais pouvoir les

d'avoir, sur le plan de la performance, une espèce de plancher, un degré de qualité en dessous duquel je n'irais plus. Ça donne des outils pour aller plus loin ; j'en ai appris beaucoup sur mes défauts — que je vais probablement trainer toute ma vie — mais

« Il ne faut pas que ce soit seulement un devoir de préserver la langue. Il faut qu'elle soit vivante, qu'elle soit un grand terrain de jeu »

j'écrivais des petits trucs, mais ce n'était pas des chansons. Je jouais du piano, c'était pour moi un jardin secret, un refuge, l'endroit où j'allais pour me vider la tête. Je rêvais de faire quelque chose avec ça, mais je

apprends autrement, mais je voulais essayer d'avoir une formation sérieuse en théâtre, au Conservatoire d'art dramatique.

**LD :** *Comment s'est déroulée pour toi cette formation?*

avec lesquels je sais maintenant mieux composer.

**LD :** *Tu lances ton premier album Aimer les monstres en 2013. De 2013 à 2015, tu es en tournée partout à travers le Québec.*

C'est au Festival que j'ai réalisé que ça faisait 20 ans que j'attendais d'être sur une scène pour faire ma musique. Dans mon corps, ça faisait longtemps que ça grondait. Il y avait quelque chose qui voulait trop. J'ai compris à ce moment-là que je ne pourrais plus déloger ça de ma vie professionnelle. Il fallait que je lui fasse de la place.

**LD :** Lorsque tu te produis en spectacle, l'on a l'impression d'assister à une pièce de théâtre. Non seulement tu ficelles tes chansons avec une histoire, mais c'est pratiquement un personnage qui s'adresse à l'auditoire. Quand tu es sur scène, est-ce que c'est Émile qui parle, ou un personnage que tu prends pour construire un album?

**EP :** D'abord, même quand j'incarne un personnage, que ce soit à la télévision, au cinéma ou au théâtre, je mets un côté de moi au service du personnage. La fiction protège, mais ça reste mon arrogance, ma fragilité, ma stupidité qui paraissent. Jouer, c'est se dévoiler. Je pense que c'est quelque chose d'important pour un acteur : quand tu joues, tu ne peux pas être en train de juger ton personnage. Tu dois le défendre. C'est lui qui a raison, même si c'est l'assassin. Donc forcément, tu te révèles. C'est sûr que quand je suis en train de chanter quelque chose que j'ai écrit moi-même, j'invite en



COURTOISIE DES ÉDITIONS RUBAN DE SOI

Peux-tu expliquer un peu ta démarche artistique derrière cette chanson?

**EP :** Le point de départ a été en 2007, alors que j'étais formateur pour la *Wapikoni mobile*. J'avais aidé à la réalisation du court-métrage intitulé *L'amendement* de Kevin Papatie, qui est un documentaire qui dresse le portrait de quatre membres issus de la communauté des Anishinabeg.

quatre générations, qu'est-ce que chaque membre parle? C'est ce à quoi s'intéresse le documentaire.

La première ne parle que l'algonquin. Son fils, lui, parle l'algonquin correctement, mais ne vit qu'en français. Sa fille comprend un peu l'algonquin, mais parle seulement en français, et la petite-fille ne comprend pas du tout l'algonquin. Donc, elle ne comprend pas quand son arrière-grand-mère parle. Et tout ce monde-là est vivant. Quand j'ai assisté à la création du film, j'ai tout de suite fait l'association avec la chanson *Mommy Daddy* de Marc Gélinas.

Cette chanson se passe dans un Québec hypothétique, où plus personne ne saurait parler français. C'est quelque chose qu'on ne veut pas qui se produise, qui nous fait peur. Le film *L'amendement* raconte pourtant cette tragédie, qui a lieu, qui se passe en ce moment, au Québec. Au début, je me disais que j'al-

## « Dans ma vie, il y a toujours eu trois axes : la musique, l'écriture et le jeu »

lais réécrire la chanson *Mommy Daddy*, en traitant de ce sujet. Ma petite voix intérieure m'a d'abord dit que je n'avais pas la légitimité de le faire, mais je m'y suis finalement attelé, en me posant beaucoup, beaucoup de questions. J'avais envie qu'on regarde un angle mort de notre histoire, à travers une mélodie qui évoque la crainte de la disparition de la langue, le chant de la peur de disparaître.

Je me suis dit que si un Québécois francophone *braille* en écoutant *Mommy Daddy* et est ému en écoutant ma version de la chanson, il y a peut-être moyen d'aller quelque part.

**LD :** D'utiliser le texte de *Mommy Daddy* pour écrire ta chanson Maman, était-ce un prétexte purement artistique, ou tu souhaitais réellement créer un parallèle pour permettre l'empathie?

**EP :** En fait, je voulais me servir de cette chanson-là, qui a déjà fait son chemin dans la culture québécoise, afin de parler d'un autre enjeu qui est « à quel point on a besoin d'une langue pour vivre ». La langue, ce n'est pas juste un outil pour échanger, c'est une façon de se définir soi-même profondément. Et je me suis dit qu'en tant que minorité francophone en Amérique, qui de mieux pour comprendre l'enjeu de la langue? Moi, je suis le premier à être dérangé quand on regarde l'enjeu de la survie de la langue française de haut. Ça me gosse. Parce que j'ai l'impression qu'on a pris plaisir, surtout récemment, à l'assimiler à une certaine fermeture supposée du Québec à l'égard de la nouveauté,

## « La langue, ce n'est pas juste un outil pour échanger, c'est une façon de se définir soi-même profondément »

quelque sorte les gens dans mon journal intime. Même quand je raconte l'histoire de quelqu'un d'autre, reste que je vous dis comment moi je la vois vivre, la personne, comment moi je la regarde. C'est ma manière de parler d'elle, et cette manière-là, elle m'expose, en quelque sorte. Donc oui, ça reste fragilisant.

En spectacle, je me permets d'être toutes sortes de versions de moi-même, qui sont aussi vraies les unes que les autres ; le gars qui dit des phrases un peu connes, ou bien qui pense trop à des jeux de mots pour rien. Ce à quoi les gens ont accès en venant voir mon spectacle, c'est autant la version tragique que la version comique de moi-même. Et tous ces gars-là m'habitent. J'essaie d'être le plus vrai possible là-dedans, et de redire la vérité tous les soirs.

**LD :** Dans ton dernier album, *Marée Haute*, que tu lances en 2017, une chanson particulièrement marquante est l'adaptation que tu as faite de la chanson *Mommy Daddy* de Marc Gélinas.

en Abitibi. La perte de la langue est là-bas un enjeu majeur. Entre l'arrière-grand-mère de 75 ans, son fils, la fille de ce gars-là et la fille de cette femme-là, donc sur



COURTOISIE DE SORS-TU?

de l'évolution des langues, des immigrants. Pour moi, cette logique-là est vicieuse et non seulement je n'y adhère pas, mais je me bats contre ça. Une des raisons pour lesquelles je chante en français, c'est pour que la langue dans la bouche soit joyeuse, riche ; elle est encore tout à fait apte à nommer le réel, à nommer ce qu'on vit. Le fait de pouvoir jouer avec la langue, pour moi, ça fait partie du combat. Il ne faut pas que ce soit seulement un *devoir* de préserver la langue. Il faut qu'elle soit vivante, c'est un grand terrain de jeu.

**LD :** Considères-tu qu'écrire en français, c'est pour toi davantage un devoir qu'un plaisir?

**EP :** Pour moi, c'est un devoir que ça devienne un plaisir. Il y a beaucoup de choses dont tu dois te débarrasser, en français, pour que ça sonne bien. Puiser de la musicalité à travers l'association de certains mots, c'est à ça que je travaille, et c'est teinté consciemment d'un désir que la langue française vive. Ça ne peut pas juste être une langue de quotidienneté, ça doit être une langue pour parler de l'immensité que l'on porte. Et oui, c'est politique. C'est donc aussi un devoir que je me donne ; quand un mot vient instinctivement en anglais, d'essayer de trouver le mot en français. Par exemple, *overwhelmed*, moi je vais dire *submergé*. Ce n'est pas la traduction littérale, mais c'est ce que ça veut dire et l'image est forte.

**LD :** Si je prends l'exemple de l'Université McGill, nous sommes



COURTOISIE DE LA SCÈNE DAVIGNON

*une minorité francophone dans une majorité anglophone. Une grande partie des francophones à McGill vont avoir un langage teinté d'anglicismes, parce que, justement, le québécois est cette langue empreinte du multiculturalisme qui caractérise la province. Est-ce que pour toi la langue québécoise doit forcément être dépourvue de tout anglicisme ou de tout emprunt aux autres langues?*

**EP :** Tu sais, le joul québécois n'est pas à court de mots. Ce qui est à court de mots, c'est celui qui le parle. Le vocabulaire, ce ne sont pas les mots qui existent ou que tu connais, ce sont les mots qui sont disponibles au moment où tu parles. Je compare souvent la langue à un grand manoir. Je trouve que notre langue québécoise, avec l'ensemble des possibilités qu'elle a, on ne l'habite pas. C'est comme si on habitait une petite pièce, en bas de l'escalier dans le manoir, mais il y a plein de pièces qu'on ne visite plus et qu'on oublie. Alors on regarde le manoir d'en face qui a l'air plus gros, plus confortable et plus pratique, et on oublie d'habiter notre propre manoir, alors qu'on est les porteurs de la langue québécoise et que c'est notre devoir d'en faire le relais.

La connaissance de la langue, des œuvres, de la culture, de l'histoire et du territoire, pour moi, ce sont des fondations. Préserver ces fondations, ça ne veut pas dire habiter dans la cave et ne rien voir d'autre que ça. C'est bien de parler cinq langues, c'est formidable, mais ça ne donne rien de vivre dans une maison aux fondations

fissurées. J'aime bien l'expression langue maternelle. Ce n'est pas tant la langue dans laquelle ta mère te parle, mais t'sais, ta mère, elle te connaît mieux que toi-même. Elle t'a mis au monde, elle connaît tes secrets, elle devine ce que tu sens avant même que tu l'exprimes. Cette langue-là, moi, elle me connaît. Elle connaît des cachettes de vérité en moi. Certains mots sont accotés justement sur une certaine franchise.

**LD :** *J'ai envie de te questionner sur le test des valeurs/test de français que le gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ) souhaite mettre en place pour les nouveaux arrivants au Québec. Que penses-tu de ce genre de mesure de « préservation » ?*

**EP :** Avant le test, ce qui m'intéresse, ce sont les mesures qui sont fournies pour permettre l'apprentissage de la langue et les moyens mis en place pour donner

le goût de cet apprentissage. Je pense aussi que le sort du français au Québec repose plus sur les épaules de ceux qui sont nés avec cette langue-là. Comment tu la vis, comment tu la parles, comment tu habites le manoir qui t'a mis au monde. Je pense que la première menace au français, elle est là : dans le mépris qu'un francophone a envers sa propre langue — la mesure dans laquelle il la trouve inapte à nommer ce

*féministe Force Océane, issu de ton deuxième album Marée Haute. C'est un texte assez coup de gueule, dans lequel tu adresses en vrac beaucoup d'enjeux liés à la condition féminine. Quel était exactement le message que tu souhaitais transmettre à travers cette chanson?*

**EP :** J'ai écrit cette chanson-là un peu avant la vague du mouvement #MoiAussi. Je n'étais pas certain

aujourd'hui. C'est une réponse à tous ceux qui disent que le féminisme n'a plus sa raison d'être. Je crois beaucoup à l'idée que le monde a été bâti sur le dos des femmes. Cette force-là, qui les habite, on a toujours trouvé des stratégies pour l'invisibiliser. Je pense que ça ne peut pas durer. Et c'est de cette force-là que j'avais envie de témoigner.

**LD :** *Tu termineras au mois de novembre les derniers spectacles de ta tournée pour Marée Haute. Quels sont tes projets à venir?*

**EP :** Eh bien, je vais me remettre tranquillement dans le bain de l'écriture. J'ai déjà quelques petits trucs d'écrits, ici et là. La fin de la tournée va me permettre d'avoir le temps d'asseoir tout ça.

\*\*\*

**« Je pense que la première menace au français, elle est là : dans le mépris qu'un francophone a envers sa propre langue — la mesure dans laquelle il la trouve inapte à nommer ce qu'il ressent, inapte à nommer le réel »**

qu'il ressent, inapte à nommer le réel. Le vrai réflexe nationaliste, il est là : s'intéresser à comment les mots s'écrivent, s'intéresser aux ouvrages qui sont pondus dans cette langue-là. La menace pour la langue française, je suis convaincu qu'elle est davantage dans le désintérêt qu'ont les Québécois francophones pour leur propre langue.

**LD :** *Une de tes œuvres qui a fait beaucoup parler est ton slam*

que ça allait être pertinent. Je me disais que Hillary Clinton allait être élue, que ça ne serait plus vraiment d'actualité, mon affaire. Finalement, l'histoire m'a donné deux belles claques dans la face. Le départ de cette chanson-là, c'était une tentative de nommer des sensations physiques. Si tu regardes le texte, toutes les phrases s'intéressent au corps, elles essaient de nommer de manière concrète le poids que, je pense, les femmes portent encore

Émile Proulx-Cloutier complétera la tournée de *Marée Haute* le 30 novembre prochain au Gésu. Quelques places sont encore disponibles. Vous pouvez également vous procurer ses albums *Aimer les monstres* et *Marée Haute* chez n'importe lequel de vos disquaires indépendants préférés. ☉

Propos recueillis par  
MÉLINA NANTEL  
Éditrice Culture

## Une éthique du futur

Shannon Vallor et l'empathie à l'ère technosociale.

CAMYILLE LANTEIGNE  
Contributrice

Qui d'entre nous ne se considère pas dans une quête personnelle visant à atteindre une bonne vie (*a good life*) ? Nous désirons tous, d'une façon ou d'une autre, une vie équilibrée, une vie que nous croyons vertueuse, heureuse, et empreinte de sens à la mesure de nos valeurs. À travers les époques, nombreux-ses sont ceux et celles qui ont tenté d'articuler les éléments nécessaires à la vie vertueuse ainsi que les moyens de les mettre en pratique. C'est notamment le cas des traditions aristotélicienne, confucienne, et bouddhiste, et c'est ce que fait, en s'appuyant sur ces trois courants, la philosophe Shannon Vallor dans son ouvrage *Technology and the Virtues: A Philosophical Guide to a Future Worth Wanting*. Vallor s'intéresse à la vertu et la bonne vie d'aujourd'hui, c'est-à-dire à comment conjuguer la meilleure vie possible et l'ère « technosociale », terme qu'elle utilise pour définir notre réalité, où ce n'est pas seulement l'individu qui est transformé par la technologie, mais bien des sociétés entières. Et comme elle le précise, ces changements ne requièrent rien de moins qu'une éthique complètement nouvelle, une éthique « technomorale » adaptée à notre réalité « technosociale ».

### Pourquoi une éthique de la vertu ?

Vallor choisit de bâtir son modèle sur les traditions relevant de l'éthique de la vertu pour plusieurs raisons. Une d'entre elles concerne le fait que l'autrice entend bâtir une « éthique technomorale » ayant le potentiel de rejoindre un très grand nombre d'individus internationalement. Il est donc devenu impératif que les sources de cette nouvelle éthique technomorale tiennent compte des traditions bien au-delà de celles de l'Occident et d'Aristote. C'est pourquoi Vallor analyse avec profondeur les pensées confucienne

histe dans l'élaboration de sa propre éthique de la vertu, tout en prenant soin d'explicitier en quoi les trois traditions sont similaires et peuvent être qualifiées d'éthique *de la vertu*. Ces points en commun sont : 1) une conception du genre de vie bonne pour l'humain ; 2) une caractérisation des vertus morales en tant que traits de caractère ; 3) la culture du sens moral par la pratique délibérée et soutenue de la moralité ; 4) une idée générale de la nature humaine, ce par quoi l'on entend la manière qu'ont les gens d'être typiquement. Une autre raison pour laquelle Vallor préfère l'éthique de la vertu aux traditions conséquentialistes ou déontologiques est ce que les partisans de ces dernières reprochent bien souvent à leur rivale : de ne pas être assez précise dans sa distinction entre ce qui est moral et ce qui ne l'est pas, et donc, de ne pas guider notre moralité de façon assez claire. Cependant, Vallor préfère voir en cela quelque chose de plutôt avantageux ; l'ère technosociale est à un tel point différente du passé, et notre futur si imprévisible, que nous ne pouvons nous contenter de règles strictes, établies dans un temps qui n'est pas le nôtre. Nous avons délibérément besoin de cette flexibilité et de cette adaptabilité que nous permet l'éthique de la vertu pour espérer nous épanouir dans notre réalité technosociale. Même si les douze vertus avec lesquelles Vallor croit que nous devrions bâtir notre nouvelle éthique technomorale — l'honnêteté, le courage, l'empathie, la civilité, le contrôle de soi, pour ne nommer que celles-là — sont présentes depuis des millénaires dans les traditions aristotélicienne, confucienne, et bouddhiste sous une forme ou une autre, l'autrice précise tout de même que ces vertus se devront d'être interprétées et mises en action bien différemment à l'ère technosociale, et que les détails devront être déterminés de façon collective, même si l'on peut imaginer la complexité d'une telle entreprise.

### La technologie comme épreuve supplémentaire

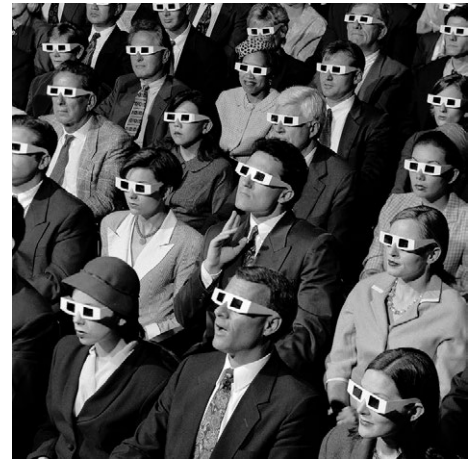
Il nous faut cependant noter une difficulté supplémentaire s'ajoutant à cette tâche déjà herculéenne qu'est celle de définir la vie vertueuse à notre époque technosociale : l'omniprésence de la technologie elle-même, autant dans le quotidien de chacun que dans la structure de nos sociétés. La technologie rend encore plus difficile notre quête pour une vie vertueuse, puisqu'elle s'attaque directement à ce que Vallor appelle notre « attention morale ». L'attention morale nous est cruciale, puisqu'elle permet d'apprendre et de pratiquer de façon intentionnelle les vertus et de devenir meilleur-e-s. Essayer d'apprendre et de maîtriser une idée ou une vertu sans y porter attention, et ce lorsque notre attention est captée de toute part, se situe quelque part entre l'impossible et l'inefficace, de là l'importance que l'on doit porter à l'attention morale.

### L'empathie face à la technologie

Les manières par lesquelles la technologie empiète sur notre attention morale sont nombreuses, mais celle que l'on abordera ici concerne l'affaiblissement de notre empathie, l'une des vertus technomorales essentielles. En effet, l'empathie, comme nous le dit Vallor, est l'habileté de ressentir l'émotion d'une autre personne *avec* elle. Il ne s'agit pas seulement de se sentir concerné-e-s par l'émotion que vit cette personne, attitude qui relève davantage de la sympathie. Les deux sont néanmoins rapprochées, et l'une peut faciliter l'autre. Prenons l'exemple de Vallor où l'empathie que nous pourrions ressentir face à un-e vétéran-e de notre quartier ayant de la difficulté à s'adapter à son retour à la maison peut nous rendre plus *sympathiques* à la situation des milliers d'autres vétéran-e-s que nous ne connaissons pas personnellement, mais qui se trouvent eux-mêmes

« Le lointain de l'indécidabilité n'est assurément pas quelque chose qui se trouverait "au-delà" ; c'est au contraire le *plus proche* d'un là qui n'est pas encore fondé par le fait d'être là, devenu lui-même instant, s'il est prêt pour ce qui oppose un refus, en tant que déferlement de la pleine essence de l'Être »

MARTIN HEIDEGGER



et elles-mêmes dans une situation similaire. Ces dispositions émotionnelles nous poussent aussi à agir en conséquence — j'aide le ou la vétéran-e dans mon quartier en lui cuisinant un bon plat et en lui tenant compagnie, ou

je fais un don en argent à un organisme qui aide les vétéran-e-s à leur retour à la maison. Ce qui est clair, c'est que, pour accéder à l'empathie, je dois avoir une connexion directe avec la personne concernée je dois percevoir ses émotions pour être en mesure d'ensuite moi-même les ressentir. Mais comment cela est-il possible si, chaque minute, mon téléphone intelligent s'illumine, notification à l'écran, me suppliant de regarder ? Comment, à ma première rencontre avec cette nouvelle personne dans mon quartier, serais-je capable de percevoir ses émotions, de m'enquérir de son histoire, si je suis tellement absorbée dans mon écran que je ne fais qu'acquiescer, que je ne pense même pas à pousser la conversation ? Je ne pourrai simplement pas, puisque comme Vallor le précise, la recherche démontre que l'empathie prend du temps, du temps passé à porter *attention* à l'autre. En cela, la technologie transforme la façon dont nous passons notre temps au point d'en appauvrir nos relations interpersonnelles.

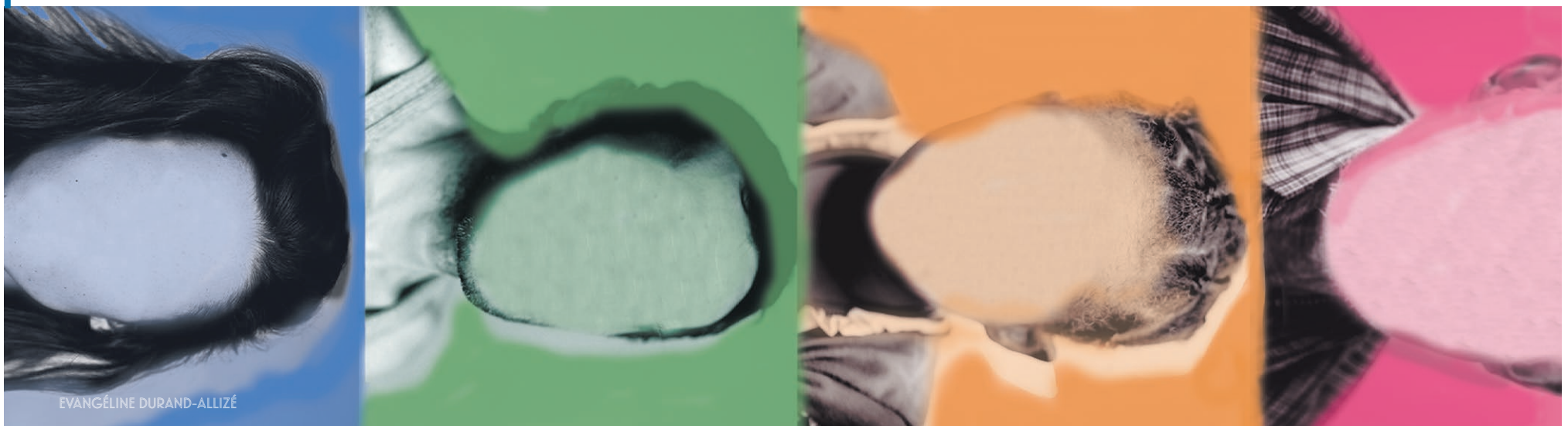
Malgré le fait que nous ne pouvons pas, à l'heure actuelle, établir un lien causal entre l'omniprésence de la technologie et une baisse réelle ou imaginée de l'empathie chez l'humain, l'exemple précédent nous indique que la technologie peut néanmoins créer une *distance morale* entre les humains. Cette distance est marquée par l'absence d'empathie, qui ne cause à son tour rien de moins que la non-reconnaissance de l'humanité de l'autre. Pensons à la section « commentaires » sur n'importe quel forum ou site web, où un échange

entre deux étranger-ère-s en vient presque automatiquement aux attaques personnelles et aux insultes les plus viles. L'empathie entre ces deux étranger-ère-s est inexistante, car il-elle-s ne perçoivent qu'un nom ou pseudonyme, parfois une photo, n'étant pas témoins des émotions que peut vivre l'autre personne — ni de son humanité —, trop enflammé-e-s pour même s'arrêter et y réfléchir. Au mieux, les deux étranger-ère-s ne pensent pas à l'autre et à ses potentielles émotions ; au pire, chacun-e ressent une haine viscérale envers cet-te étranger-ère devenu-e ennemi-e.

Bref, même si nous acceptons que la solution à notre épanouissement à l'ère technosociale réside dans une nouvelle éthique de la vertu, comme le propose Vallor, il serait également souhaitable de réfléchir aux idées de Paul Ricoeur sur ceux et celles que chacun de nous appelle « l'étranger » ; il nous faut apprendre à connaître l'étranger-ère, il nous faut développer de l'empathie pour cette personne, car cela nous permet d'apprendre à la connaître, mais aussi — par ricochet — d'apprendre à mieux nous connaître nous-mêmes, ce par quoi l'on peut réaliser que nous sommes tous-tes un-e étrangé-ère aux yeux des autres. ☹

### Oeuvres à consulter

*Soi-même comme un autre* (Ricoeur)  
*La condition d'étranger* (Ricoeur)  
*Lenracinement* (Weil)  
*Le Principe responsabilité* (Jonas)  
*La critique de la chair* (Stiegler)



EVANGÉLINE DURAND-ALLIZÉ